

Gérard
DEPREZ

Charges
Franches



Les Editions du Rhino

CHARGES FRANCHES

GERARD DEPREZ

CHARGES FRANCHES



Les Editions du Rhino

REMERCIEMENTS

Merci à toutes celles et à tous ceux qui m'ont accompagné, soutenu, stimulé et houspillé, au cours des dix dernières années: Anne-Michèle, Patrick, Anne-Marie, Jean, Pierre, Marc et Nathalie; leur aide a été décisive pour garder le cap pendant toute cette période.

© 2010 Les Editions du Rhino
c/o Le MCC, rue de la Vallée, 50 - 1000 Bruxelles
www.lemcc.be

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays.
Toute reproduction, même partielle de cet ouvrage est strictement interdite.

PREFACE

Cela fait dix ans maintenant que le MCC édite, quatre fois par an, un journal à l'intention de ses adhérents. Le contenu est de facture assez classique : compte-rendu de réunions, agenda des activités, présentation des candidats, libres propos d'adhérents. La diffusion est restreinte, aux environs de 2.500 envois. On l'aura compris, rien à voir avec le Monde.

Pourtant « L'Echo du Citoyen » – c'est son nom – tient une place tout-à-fait particulière dans mon activité politique car j'ai été amené à rédiger un éditorial ou un billet dans la quasi-totalité des numéros parus. Cela fait au total une petite cinquantaine de textes.

Mis ensemble, dans l'ordre chronologique de leur parution, ces textes deviennent ainsi une sorte de chronique des événements de la décennie 2000-2010, tels que je les ai vus, vécus, analysés depuis la création du MCC.

Tous ces textes ont été rédigés par moi et par moi seul. Ils traitent de sujets très différents et d'inégale importance : il y a des clins d'œil et des coups de gueule, des analyses,

des prises de position, à l'occasion des coups de bâtons. Ils n'ont, en réalité, qu'un seul fil conducteur : ils sont le reflet des préoccupations qui sont les miennes, des engagements qui m'habitent. Parfois le ton est assez raide et la charge franche. Ardennais de souche, je suis davantage porté sur le salé que sur le sucré.

Pour pimenter le tout, j'ai estimé souhaitable de faire précéder chaque texte d'un petit commentaire actuel qui en relativise ou en confirme le contenu.

Je dédie ce modeste ouvrage à tous les adhérents du MCC sans lesquels aucun de ces textes n'aurait jamais été écrit.

1.

Dans ce premier texte, j'attribue des cotes à la majorité arc-en-ciel qui s'est installée au pouvoir dans notre pays. Parmi les points positifs, je mentionne expressément deux changements: la pratique de l'alternance et une amorce de consultation directe des citoyens. On remarquera l'erreur d'appréciation à propos de Marc Verwilghem qui était à l'époque au sommet de sa popularité. La liste des points négatifs, si elle est aussi longue que la précédente, est beaucoup plus argumentée et incisive. Derrière l'analyse, le pressentiment: l'alternance n'est pas nécessairement le changement. La dernière phrase est pure fanfaronnade.

A PROPOS DE DAVID ET GOLIATH

Février 2000

Le MCC est né en 1998 de la volonté de quelques pionniers de rassembler dans un Mouvement les citoyens qui voulaient le changement.

Une élection plus tard, et de nombreuses péripéties dans l'intervalle, les seules questions qui importent sont les

suivantes : qu'est-ce qui a changé ? Qu'est-ce qui doit encore changer ? C'est à cela que je veux apporter quelques éléments de réponse.

Ce qui a déjà changé :

1. Nous avons une nouvelle majorité en Belgique. Après 40 ans de présence ininterrompue de deux partis au pouvoir, la Belgique est redevenue un pays démocratiquement « normal » : l'alternance se pratique sans que le pays ne s'effondre.

2. Le redressement de l'image de marque de la Belgique à l'étranger est bien réel. Après le terrible épisode de l'Affaire Dutroux, le massacre des paras, la crise de la dioxine, notre pays recommence à se faire respecter par les autres.

3. La pratique de la consultation des citoyens devient courante. Le Gouvernement wallon d'abord avec le « contrat d'avenir », le Gouvernement fédéral ensuite avec son plan pour le développement durable apprennent, modestement il est vrai, à consulter les citoyens.

4. Avec Marc Verwilghen, l'organisation de la Justice devient une vraie priorité. Le besoin de sécurité des citoyens commence réellement à préoccuper nos dirigeants.

5. Tolérance et fermeté : avec la régularisation des sans-papiers, et en même temps le rapatriement des « faux réfugiés », notre pays montre qu'il est à la fois une terre d'accueil et un état de droit qui sait faire respecter la loi.

A tous ces changements, le MCC a contribué – modestement peut-être pour certains médias – mais fondamentalement dans les idées et dans les faits ; il suffit de relire notre Manifeste pour s'en rendre compte.

Mais ces changements ne sont qu'un premier pas d'une démarche qui en exige beaucoup d'autres. C'est pourquoi je veux présenter les changements majeurs pour lesquels nous nous battons ensemble dans les prochains mois.

1. Les excès de la partitocratie ne sont pas terminés. Après le triste épisode des « pygmées », il y a eu les nominations partisans dans la magistrature. Cela ne peut pas continuer : la démocratie ce n'est pas le passe-droit, c'est l'égalité des citoyens.

2. Le redressement économique de la Wallonie n'a pas vraiment commencé : le taux de chômage reste à un niveau très élevé en Wallonie alors que le Nord ne cesse d'améliorer sa situation. La Wallonie souffre encore trop de structures sclérosées. Elle n'attire pas assez les investissements. Elle n'encourage pas assez les créateurs d'emploi.

3. Rien de vraiment neuf dans l'éducation : trop de ministres et trop peu de changement. Pas d'école bilingue alors que c'est essentiel. Pas d'investissement massif dans les nouvelles technologies alors que c'est urgent. Pas assez de jeunes qualifiés qui sortent de l'enseignement technique.

4. Pas de vraie réforme du système politique jusqu'ici. Tout juste un petit cosmétique pour modifier l'effet dévolutif de la case de tête. Pas de suppression des provinces. Pas de réforme en profondeur du système électoral. Pas de véritable référendum.

5. Pas de vrai regroupement des forces politiques : les partis de l'an 2000 restent inspirés de ceux du 19^e siècle.

Le MCC est plus que jamais nécessaire. Même si le chemin nous semble parfois étroit, nous allons construire une véritable route. Après tout, le MCC n'a que deux ans et la Fédération n'en a qu'un seul.

Après tout, vous le savez bien, c'est David qui a gagné contre Goliath.

2.

La question de la démocratie, plus justement de la désaffection des citoyens à l'égard des procédures démocratiques, est une préoccupation majeure dans mes réflexions. Je plaide ici pour une démocratie plus directe, notamment par l'instauration d'un scrutin majoritaire, seul moyen d'établir réellement la souveraineté du peuple. Je persiste et je signe. Même si je sais qu'aucun système électoral n'est capable, en soi, de combler un déficit de légitimité démocratique.

C'EST L'HEURE DU MCC!

Avril 2000

Dans notre pays, comme partout ailleurs en Europe, la question de la démocratie revient au centre du débat politique. De manière paradoxale d'ailleurs, puisque nos démocraties ne sont plus, comme à l'époque du rideau de fer, menacées par un ennemi extérieur.

La démocratie en danger

Aujourd'hui, c'est de l'intérieur même de la démocratie que vient le problème : montée en puissance des partis

d'extrême droite dans plusieurs pays, diminution du taux de participation aux élections, critiques sévères de la classe politique, désaffection des jeunes à l'égard des partis traditionnels.

Dès sa fondation, le MCC a voulu affronter cette question centrale. La démocratie est au cœur de l'analyse et des projets de notre Manifeste: « Le type de démocratie que nous pratiquons aujourd'hui est devenu totalement incapable d'assurer un lien satisfaisant entre les citoyens et leurs élus (p36)... C'est pourquoi nous sommes résolument partisans d'un nouveau mode de scrutin qui dégage par lui-même une majorité claire, issue directement des votes exprimés par les électeurs. »

La réaction des citoyens

Cet engagement du MCC en faveur d'une démocratie plus directe est largement soutenu par les citoyens de notre pays. En témoignent notamment les résultats d'un sondage publié récemment par le Journal du Mardi.

Plus de trois quarts des Belges se prononcent en faveur de l'instauration d'un véritable référendum.

Une majorité de 55 % se dégage en faveur du remplacement de l'actuel mode de scrutin proportionnel par un scrutin majoritaire. Et 83 % de Belges souhaitent avoir la possibilité d'élire directement le bourgmestre de leur commune.

Les réponses du MCC

Les résultats sont clairs, le MCC a raison : les citoyens veulent une démocratie plus directe, davantage fondée sur la souveraineté du peuple que sur les marchandages entre les états-majors des partis.

Dans le même ordre d'idées, nous écrivions dans le Manifeste du MCC : « Notre capacité à changer passe nécessairement à nos yeux par le dépassement des clivages partisans du passé et par l'organisation de nouvelles forces politiques (p 22) ».

Je viens de lire à ce sujet la thèse développée par le grand sociologue français Alain Touraine. Il est urgent, selon lui, que la vie politique dans nos démocraties, se réorganise autour de deux pôles politiques qui s'affrontent sur la base de programmes qui représentent de réelles alternatives. Sans quoi, écrit-il, on risque de voir apparaître et grandir dans nos pays de nouvelles forces politiques de type populiste, mélange dangereux de libéralisme sauvage, de xénophobie et d'autoritarisme.

Dans ce domaine-là aussi, nous avons vu juste. Tous les jours, des voix nouvelles rendent justice à nos choix.

C'est plus que jamais l'heure du MCC !

3.

La majorité arc-en-ciel est installée depuis un an. C'est le moment de tirer un premier bilan. En réalité, ce n'est pas ce que je fais. Je saisis l'occasion pour suggérer qu'au-delà du changement de style, la majorité devrait profiter d'un contexte plus favorable pour faire de vraies réformes: construire une démocratie plus directe, dispenser un meilleur enseignement, mieux rémunérer le travail, renforcer la sécurité. Toutes choses qu'à mes yeux elle ne fait pas.

PREMIER ANNIVERSAIRE

Mai 2000

Début juillet de l'année dernière, une nouvelle majorité est arrivée au pouvoir dans notre pays. Premier anniversaire donc, premier bilan. Je voudrais profiter de l'occasion pour vous livrer quelques réflexions personnelles.

C'est plus facile aujourd'hui qu'hier.

Je veux dire par là que les décisions à prendre aujourd'hui sont moins pénibles que celles qu'il fallait prendre hier. La croissance économique est revenue, le chômage diminue.

La situation budgétaire ne donne quasi plus de soucis : le budget de l'an prochain sera peut-être déjà en équilibre, celui de 2002 sûrement. La montagne de la dette publique a réellement commencé à fondre. Aujourd'hui ceux qui gouvernent ne doivent plus aller dans la poche des gens, au contraire, ils donnent l'impression qu'ils vont les remplir toutes. C'est pourquoi j'ai envie de dire à la nouvelle majorité : prudence, tout ne peut être promis à tout le monde tout le temps ! Il aura fallu plus de 20 ans à notre pays pour récupérer les erreurs des cigales de la fin des années 70. Ne recommençons pas. Une fois suffit.

C'est plus « causant » aujourd'hui qu'hier.

C'est une évidence : le gouvernement communique et consulte, les ministres parlent, il y a de vrais débats dans la majorité. L'opposition s'en plaint d'ailleurs amèrement, elle qui peine à se faire entendre. Les citoyens, eux, n'ont pas l'air de s'en plaindre. Ils préfèrent manifestement le style plus « causant » de la majorité actuelle au silence bougon du dernier Dehaene. Moi aussi. Attention toutefois aux excès des bateleurs : communiquer ne dispense pas de l'austère devoir de gouverner, c'est-à-dire de décider et d'administrer. En fin de législature, la majorité ne sera pas jugée sur ses déclarations mais sur ses actes. Il faut parler de ce qu'on décide et non parler pour ne rien faire.

C'est plus stimulant aujourd'hui qu'hier.

Pendant les quinze années de ma présidence au PSC, où il fallait demander sans cesse des efforts aux citoyens, j'ai souvent eu l'impression de passer mon temps à corriger

les erreurs du passé. C'était à la fois épuisant et frustrant. Aujourd'hui, j'ai la conviction qu'on peut vraiment s'occuper de l'avenir. Les chantiers ne manquent pas : construire une démocratie directe, dispenser un meilleur enseignement, mieux rémunérer le travail, renforcer la sécurité.

Il ne faut pas rater l'occasion et surtout ne pas se laisser récupérer par les démons conservateurs qui bricolent des apparences de réformes pour ne pas devoir faire des réformes réelles.

C'est le moment de faire de vrais changements.
C'est ce que demande le MCC.

4.

La qualité de l'enseignement et corrélativement la qualité de l'encadrement et des équipements scolaires ont toujours été une des mes priorités. Dans les années 70, mes travaux de sociologue ont porté sur le choix de l'école et sur l'égalité des chances. Très logiquement donc je me prononce pour un refinancement des Communautés. Je corrige ainsi, sans l'avouer, les effets désastreux d'une mauvaise négociation à laquelle j'ai participé dans les années 1987/1988.

POUR UNE REVOLUTION POLITIQUE

Août 2000

Le débat sur le financement de l'enseignement revient aujourd'hui au premier plan de l'actualité. A juste titre.

Un programme d'urgence pour nos écoles

Il y a trop d'écoles francophones dans notre pays dont les bâtiments sont vieux, inadaptés et parfois même non conformes aux normes de sécurité; trop d'écoles qui ne disposent ni de l'encadrement ni de l'équipement nécessaire pour endiguer les nouvelles formes de violence; il

y a trop d'écoles techniques et professionnelles qui ne disposent pas de l'équipement adéquat pour préparer les élèves aux métiers de demain.

Et pourtant, dans des régions comme les nôtres, le développement économique – et donc la production de richesses et la création d'emplois – ne dépendra plus de l'exploitation de matières premières, mais résultera quasi exclusivement de la qualité de notre matière grise, c'est-à-dire, en fait, de la qualité de notre enseignement et de notre recherche.

Je tiens donc à réaffirmer que, pour le MCC, il est indispensable de revoir les lois de financement des Communautés en prévoyant un lien entre l'accroissement de la richesse nationale et l'évolution des moyens consacrés aux Communautés, c'est-à-dire d'abord à l'enseignement.

Autonomie fiscale : un savant dosage

Certes, je sais que cette demande, pourtant légitime, aura pour corollaire une demande flamande en matière d'autonomie fiscale. Il faut prendre le risque de cette négociation. Pour autant qu'elle soit maintenue dans des marges de fluctuation limitées (comme le serpent monétaire européen à son époque) et, donc, qu'elle n'entraîne pas de déplacements de personnes ou d'entreprises. Une dose raisonnable d'autonomie fiscale pour les Régions est acceptable, sinon même souhaitable. Les conséquences positives ou négatives de cette autonomie ne sont pas déterminées

a priori; elles dépendront avant tout de l'intelligence des responsables politiques qui devront la gérer.

Nos priorités

Les moyens budgétaires supplémentaires qui résulteront de cette négociation devront prioritairement être affectés à quatre domaines :

1. Un programme d'urgence de réhabilitation des bâtiments les plus vétustes
2. Un programme de modernisation des équipements dans l'enseignement technique et professionnel pour former aux métiers de demain
3. Un renforcement de l'encadrement dans les établissements à problèmes pour conjurer la violence scolaire et renforcer l'intégration
4. Un programme d'équipement pour permettre d'abord à toutes les écoles, et ensuite à toutes les familles, de se connecter à Internet et d'entrer dans la société de l'information.

Une révolution à entreprendre

Ce programme ambitieux ne peut se réaliser sans une véritable révolution politique. Celle-ci passe nécessairement par une réduction drastique du nombre de ministres francophones et par une complémentarité organique entre les Gouvernements de Wallonie, de Bruxelles et de la Communauté française.

Les récentes déclarations des présidents de partis francophones sont assez « misérables » à cet égard, mais l'espoir reste permis après les élections communales.

J'ai espoir dans la Fédération.

Si nous devons être déçus, les conséquences politiques seraient à la mesure de notre déception.

5.

Fin 2000, la plupart des partis politiques belges ont pris rendez-vous chez la maquilleuse ou chez le chirurgien esthétique! C'est aussi le cas pour la fédération PFL-FDF-MCC: elle entame le lent processus qui la transformera en MR. J'en profite pour réaffirmer la vocation centriste du MCC.

UN CHOIX IMPORTANT

Novembre 2000

Depuis les élections législatives de juin 1999 et plus encore depuis les communales d'octobre 2000, une grande partie du monde politique belge veut faire peau neuve.

Des partis « new look »

Au nord du pays, le SP cherche à (re)devenir un parti populaire de gauche tout en hésitant à rester socialiste; le CVP annonce son intention de (se) changer radicalement tout en restant un parti d'inspiration chrétienne et de conviction flamande; la VU a décidé de se calmer pendant quelques temps parce que ses convulsions la menaçaient d'éclatement.

Au sud et au centre du pays, la tendance à la (re)fondation est également à l'ordre du jour. Le PSC « conclave » en secret pour essayer de (re)définir ce qu'il est, ce qu'il pense, ce qu'il veut. Enfin, et ceci nous concerne au premier chef, la Fédération PRL FDF MCC vient à son tour de se mettre en mouvement, comme l'a annoncé le Congrès PRL du dimanche 3 décembre.

De bonnes résolutions

Je tiens à le dire dès l'abord : je me réjouis que la Fédération se remette sur le métier. Soyons franc : jusqu'à présent, elle n'a jamais vraiment fonctionné. C'est avec raison que depuis plus d'un an nous n'avons cessé de le déplorer : les organes fédérateurs (Exécutif et Conseil de la Fédération), expressément constitués au moment de l'entrée du MCC, ne se sont pratiquement jamais réunis. Et si de rares réunions ont eu lieu, les décisions importantes sur les priorités politiques ont continué à se prendre ailleurs, hors de notre présence. A tout bien considérer, jusqu'à présent, la Fédération n'a pas vraiment dépassé le stade du cartel électoral, dont les résultats, certes bons, n'ont pas répondu pleinement aux attentes placées en elle.

C'est donc avec satisfaction que l'Exécutif du MCC a pris acte de la volonté affirmée par la direction du PRL de procéder, ensemble avec le FDF et le MCC, à la fondation d'une nouvelle force politique, plus intégrée et mieux organisée, avec l'ambition de devenir le premier mouvement politique de Bruxelles et de Wallonie.

Un mouvement libéral et centriste

Encore faut-il se mettre bien d'accord sur la nature de ce que nous voulons faire ensemble. Pour le MCC, il est essentiel que cette nouvelle force politique soit basée sur la reconnaissance explicite, tant de la tradition libérale que du personnalisme centriste. Il ne peut s'agir, en d'autres termes, de participer à une nouvelle mue du parti libéral qui ferait de nous tous, à terme, des libéraux « new look », qu'ils soient estampillés progressistes ou qualifiés de démocrates.

Je veux, à titre personnel, me porter garant pour celles et ceux qui m'ont suivi au MCC de ce que le futur mouvement correspondra bien à ce que nous voulons. L'expérience acquise m'incite à la prudence et me conduit, dès aujourd'hui, à vous dire que je serai plus circonspect et plus vigilant que jamais. Je ne m'engagerai et je ne vous demanderai de le faire que lorsque nous saurons avec certitude ce qu'il en est.

Nous avons bien du travail l'an prochain. Bonne année à tous !

6.

A l'occasion d'un petit détour chez nos voisins français, j'énonce doctement quelques vérités. Un : les Ecolos ne sont pas destinés à disparaître, ils s'imposent comme une force permanente de notre paysage politique. Deux : les électeurs de droite ne sont pas des sots sur le plan politique, ni des tarés sur le plan moral. Je n'ai pas honte aujourd'hui d'avoir osé ces deux affirmations

LIBRES PROPOS

Février 2001

Au moment où j'écris ces lignes, je suis encore plongé dans les réflexions qui me sont venues après le deuxième tour des élections municipales en France. Je voudrais vous faire part de quelques-unes parce qu'elles me semblent avoir un réel intérêt pour nous en Belgique.

A propos des résultats de la gauche d'abord, trois commentaires. Le parti communiste vient d'essayer une vraie défaite dans les villes de France. Il est vraiment étonnant que cela se produise seulement aujourd'hui. Voilà plus de

10 ans que le mur est tombé, voilà plus d'un quart de siècle que nous sommes informés de la faillite économique et des horreurs des régimes communistes, et il se trouve encore des citoyens pour voter pour un communiste en Europe! Décidément il y a des parties de l'électorat qui évoluent à pas de tortue. En Belgique aussi, même si ce ne sont pas les mêmes.

Les Ecologistes français de leur côté, viennent de remporter une vraie victoire électorale. Ils s'implantent comme chez nous, à la base, dans les villes et les villages.

Deux constatations à ce propos: les Ecolos ne sont pas destinés à disparaître; ils s'imposent comme une force permanente de notre paysage politique. Par ailleurs, les Ecolos sont à gauche, comme partout en Europe.

Les ministres ne sont pas invincibles sur le plan local: quelques-uns des ministres du gouvernement Jospin sont là pour le rappeler. La proximité – c.-à-d. le rapport citoyen – s'impose comme une valeur cardinale de la démocratie locale.

A propos des résultats de la droite ensuite, trois commentaires également.

Là où la droite a été lamentable comme à Paris avec le duel Seguin-Tibéri ou à Lyon avec le douteux compagnonnage de Millon avec l'extrême droite, elle a été balayée. Moralité, les électeurs de droite ne sont pas des sots sur le plan politique, ni des tarés sur le plan moral.

La droite démocratique est majoritaire en voix en France. C'est un fait. Cela devrait faire réfléchir beaucoup de gens dans notre pays où certains considèrent comme une sorte d'obscénité de se définir de centre droite. Qu'est-ce que la démocratie sans un vrai choix entre des forces différentes ?

La droite française a gagné ; et pourtant elle n'est ni fédérée ni unifiée – la gauche non plus d'ailleurs puisqu'elle se vante d'être plurielle. En réalité, les partis qui la représentent sont tous autonomes – UDF/D.L./RPR – mais se situent politiquement et électoralement dans le même camp. Cela doit faire réfléchir. Faut-il être dans la même organisation pour être dans le même camp ? C'est une question sérieuse. J'en suis arrivé à me la poser. Et vous ?

7.

Les accords dits de la Saint Polycarpe, on s'en souvient, ont été menés par les partenaires de la coalition arc-en-ciel avec le soutien extérieur du PSC. Ils ont abouti à une sensible amélioration du financement des Communautés et donc de l'enseignement. Je les salue tout en déplorant, comme je le fais encore aujourd'hui, la dispersion des institutions du monde francophone.

PRIERE A SAINT POLYCARPE

Mai 2001

Au moment où j'écris ces lignes, personne n'est en mesure d'affirmer que les accords dits de la Saint Polycarpe seront finalement approuvés par le Parlement. En termes plus précis, personne ne sait si la Communauté française sera refinancée et, en conséquence, si l'enseignement francophone recevra l'argent nécessaire pour fonctionner correctement et pour améliorer sa qualité. J'espère sincèrement que cela sera le cas.

Quoi qu'il en soit, ayant été amené personnellement à participer à quatre négociations pour le financement de l'enseignement francophone, j'en suis arrivé à un certain nombre de conclusions dont je voudrais vous faire part.

La Communauté française est une institution politique fragile, pour ne pas dire bancale.

Dans le système politique belge, c'est le seul pouvoir doté d'un Exécutif autonome, d'une Assemblée parlementaire et de compétences spécifiques qui ne dispose pas en réalité d'une véritable capacité fiscale. Elle vit, pour l'essentiel, de dotations, c'est-à-dire de moyens concédés par le pouvoir fédéral, et d'aides octroyées par la Région wallonne. C'est une situation malsaine.

Du côté flamand, ce handicap a été partiellement compensé par la fusion entre la Communauté flamande et la Région flamande. Cela veut dire, en pratique, un seul Gouvernement, une seule Assemblée, une seule administration, un seul budget.

Rien de tel du côté francophone, que du contraire, puisque nous avons trois institutions autonomes, la Communauté française, la Région wallonne et...la Cocof à Bruxelles, chacune avec leur Gouvernement, leur Assemblée, leur administration, leur budget.

D'un côté, la cohérence, la simplicité et l'efficacité ; de l'autre, la dispersion, la concurrence, les rivalités, pour ne pas dire les blocages.

Par ailleurs, et ce n'est pas l'élément le moins important, la Flandre est riche. Chaque année, l'écart de revenu, par habitant, augmente entre la Flandre d'une part, la Wallonie et Bruxelles de l'autre. Cela veut dire qu'à chaque négociation, les responsables flamands peuvent exiger des concessions politiques de plus en plus grandes des francophones. Cela vient encore de se produire avec les accords de la Saint Polycarpe.

De toutes ces considérations, appuyées sur l'expérience de nombreuses négociations, je tire personnellement les trois conclusions suivantes :

- Pour l'avenir, la priorité des priorités reste le développement économique de la Wallonie. Il est urgent que la Wallonie produise davantage de richesses et ce n'est pas en multipliant le nombre de ministres, les institutions publiques et la bureaucratie que nous y arriverons.
- Les institutions qui gèrent le monde francophone ne sont pas bien articulées entre elles. Les responsables politiques francophones ont le devoir de s'interroger sur un mode plus efficace et plus cohérent pour l'avenir.
- Pour réaliser ces deux objectifs, le monde francophone a plus que jamais besoin d'une grande force politique capable de fédérer les forces du changement.

En serons-nous capables ?

8.

Le crime qui a été commis le 11 septembre 2001 n'est pas un crime contre un Etat, ni même contre un peuple! C'est un crime contre l'Humanité. Je n'ai rien à retrancher ni à ajouter à ce texte.

NOUS SOMMES TOUS AMERICAINS

Octobre 2001

11 septembre 2001. L'incrédulité d'abord, puis tous ensemble, la stupeur, la tristesse, l'indignation, la colère, devant l'incroyable spectacle de l'horreur en direct sur nos écrans.

Nous sommes tous Américains. En écrivant cela, après beaucoup d'autres, je ne veux pas dire que je suis un fanatique de la bannière étoilée, ni que je partage en tous points la politique des Etats-Unis.

Je veux simplement dire que le crime qui a été commis ce 11 septembre n'est pas un crime contre un Etat, ni même contre un peuple : c'est un crime contre l'Humanité. C'est

un acte de guerre perpétre de sang froid par des barbares contre les valeurs les plus sacrées de la civilisation.

Que faire aujourd'hui ?

D'abord, garder la raison. Eviter l'amalgame, ne pas répondre à la barbarie par la vengeance aveugle ou par l'intolérance et la stupidité. Déclarer la guerre aux terroristes, ce n'est pas engager l'Occident dans une croisade contre les Etats arabes ou contre les musulmans. Faire cela, ce serait donner raison aux terroristes qui cherchent à déstabiliser le monde pour mieux détruire la liberté et la démocratie.

Ensuite, marquer sa solidarité. Pas seulement en paroles. En actes. Les terroristes – ils viennent de le prouver – sont nombreux, ils sont organisés, ils disposent de moyens puissants et, sans doute, d'appuis multiples. Nul ne peut espérer s'isoler de la menace qu'ils représentent. La technologie moderne leur donne, il faut le savoir, les moyens d'aller plus loin dans l'horreur. Toutes les démocraties sont des cibles potentielles. Toutes doivent solidairement s'organiser et réagir.

Enfin, faire preuve d'intelligence. La guerre contre le terrorisme sera une guerre longue, difficile, et coûteuse. La collecte de renseignements, la traque des indices, l'infiltration des réseaux, les mesures de prévention et de répression à l'échelle du monde vont requérir des moyens puissants, des équipes spécialisées, des équipements sophistiqués, des opérations risquées. Nous devons en

payer le prix, sous peine de payer à nouveau le prix de l'horreur.

Nous sommes tous Américains aujourd'hui, parce que nous défendons une certaine idée de l'homme et de la démocratie. Celle précisément que les terroristes veulent détruire.

9.

L'humanisation du monde n'est jamais acquise. C'est une réalité qui me hante. Quand je suis né, les nazis faisaient tourner les chambres à gaz à plein régime. Président de parti, j'ai laissé le gouvernement belge retirer les paras du Rwanda au moment du génocide. Nous avons assisté, quasiment en direct, au nettoyage ethnique en Bosnie... La lutte contre la barbarie n'aura jamais de fin et notre impuissance à la combattre n'a qu'un nom : la lâcheté.

UN LONG FLEUVE TRANQUILLE...

Décembre 2001

En cette fin d'année 2001, le monde n'est pas vraiment un long fleuve tranquille.

Certes, en Afghanistan, l'effondrement du régime des Talibans a été plus rapide que prévu : Kandahar vient de tomber, les dernières poches de résistance sont encerclées, la meute aux troussees de Ben Laden resserre son étai.

Déjà pourtant, les nouveaux maîtres de Kaboul recommencent leurs jeux dangereux : les chefs de guerre se chamaillent, ils se partagent les villes ou les quartiers, sans parler de quelques trafics juteux. Il sera long, à l'évidence, le chemin vers la démocratie, le respect du droit, la libération des femmes.

Au Moyen-Orient, le sang n'arrête pas de couler. Les bombes humaines du Hamas sont toujours disponibles pour perpétrer leurs effroyables crimes. En représailles, l'armée israélienne bombarde les installations de la police palestinienne. Au moment même où A. Sharon enjoint à Y. Arafat et à sa police d'intensifier la lutte contre les terroristes. Quel paradoxe et quelle terrible impasse ! Terrorisme d'Etat contre terrorisme tout court ! Pas de vainqueur à l'horizon sauf la mort.

Dans le monde, le sida reprend vigueur. Aujourd'hui, il n'y a pas moins de 40 millions de personnes frappées par le mal. L'équivalent de toute la population espagnole. La peur engendre l'horreur : en Afrique du Sud des hommes violent des femmes, des enfants et même des bébés croyant ainsi, sinistre illusion, se prémunir contre tout risque ultérieur de contamination. Pendant ce temps, l'Eglise catholique se prononce contre l'usage du préservatif et les multinationales du médicament défendent leurs rentes.

En Europe, à intervalle, les conteneurs continuent de délivrer leur contingent de candidats réfugiés morts d'épuisement ou d'asphyxie.

Quel est le lien entre tout cela, me direz-vous ?
L'humanisation du monde n'est jamais acquise. Chaque année recommence le combat contre la barbarie, l'ignorance, la haine, l'égoïsme. Le combat pour l'homme.

Bon travail et bons vœux à toutes et à tous pour 2002.

10.

Ce qui est frappant dans ce texte, comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs, c'est l'énergie, sinon même l'acharnement avec lesquels je m'applique à défendre l'identité, la spécificité du MCC au sein du MR. Mais l'essentiel n'est pas là. C'est ma conviction profonde: pour rassembler, il faut respecter. Un mouvement qui veut croître ne doit pas uniformiser, il doit gérer et valoriser la diversité.

LE SENS DU MOUVEMENT

Mars 2002

A tous ceux qui m'ont demandé, ces derniers temps, de définir la signification essentielle de la démarche dans laquelle nous nous engageons en créant le Mouvement Réformateur, j'ai toujours répondu en faisant référence au sens profond de la construction européenne: de la même manière que les Belges ne cessent pas d'être belges en construisant l'Europe (ni les Français ou les Allemands), de la même manière ni les libéraux, ni les FDF, ni les MCC ne renoncent à ce qu'ils sont en s'intégrant dans le Mouvement Réformateur.

En nous intégrant, nous ne nous amputons pas de quelque chose, nous nous ajoutons tous un supplément commun. C'est en tant que citoyen belge que j'acquiers la citoyenneté européenne, c'est en tant qu'adhérent au PRL, au FDF, ou au MCC que j'intègre le Mouvement. Adhérer, ce n'est pas perdre son identité, c'est partager son projet avec des compagnons de route qui eux aussi gardent la leur. C'est le propre des idées positives, le propre des grands élans de donner plus à chacun, tout en augmentant la force de tous.

Par ailleurs, pour respecter les minorités, l'article 4 des statuts du MR garantit que chaque formation constitutive du Mouvement dispose d'un droit d'initiative et d'expression dans toutes les matières qui ne font pas l'objet du projet commun. De plus, il est prévu, qu'en matière de statut et de doctrine, une délégation peut demander sur les points qu'elle désigne un vote du Congrès à la double majorité.

Enfin, l'esprit citoyen qui anime le MCC depuis sa création est devenu l'esprit de tout le MR. C'est une excellente idée d'avoir prévu à l'article 5 des statuts la possibilité d'une adhésion directe au Mouvement. C'est une autre idée excellente, d'avoir prévu la possibilité pour ceux qui le souhaitent de participer à nos manifestations et de s'y exprimer librement sans être tenu de faire acte préalable d'adhésion. Il faut signaler enfin que l'article 25 reprend directement des statuts du MCC, le concept des « ateliers citoyens ».

Je suis convaincu que les « ateliers citoyens » sont appelés à devenir des creusets de la nouvelle citoyenneté et les espaces privilégiés de la pratique du pluralisme philosophique et religieux qui est au cœur de notre démarche. En un mot, nous ne sommes pas occupés à nous dissoudre, à perdre notre âme, à renoncer à notre personnalité et à notre histoire. Au contraire, l'esprit MCC inspire la philosophie du MR.

11.

Nouveau petit détour chez nos voisins français et nouvelle réflexion sur la désaffection des citoyens à l'égard des procédures démocratiques. Mine de rien, je fais mon autocritique: manifestement le scrutin majoritaire n'est pas la solution miracle: il est d'application en France et malgré cela, le taux d'abstention frise les 40%! Il faut donc chercher ailleurs et plus profond. Je tente une explication de type culturel: le citoyen-roi exerce ses droits de manière discrétionnaire. Le droit de mépriser l'emporte sur le droit de choisir.

AUX URNES CITOYENS!

Juin 2002

Les récentes élections françaises viennent de le démontrer une nouvelle fois: de plus en plus de citoyens s'abstiennent d'aller voter. «L'appel aux urnes» a laissé près de 40% des Français de marbre, à l'occasion du deuxième tour des élections législatives.

Certes, il y a quelques explications de circonstance. Le calendrier français (présidentielles plus législatives) et

le système électoral (élections à deux tours) sollicite les électeurs au-delà de ce qui est raisonnable : aller voter quatre fois en six semaines relève quasi de la pathologie. De plus, pour le deuxième tour des législatives, les jeux semblaient à ce point faits que le vote a dû apparaître à beaucoup comme une désagréable formalité.

Toutefois, en examinant les choses de plus près, on peut tirer quelques conclusions plus fondamentales.

Actuellement, les électeurs ne se déplacent que s'ils ont le sentiment que l'enjeu est sérieux ou qu'un danger grave les menace. C'est ainsi que nombre de gens se sont déplacés pour faire barrage à l'extrême-droite au deuxième tour de la présidentielle. Une fois cela acquis, ils sont tranquillement rentrés chez eux, laissant la classe politique à son train-train habituel.

Les jeunes sont parmi les plus grands abstentionnistes. On peut y trouver au moins deux explications. Soit – c'est l'explication positive – ils se comportent comme l'avant-garde des citoyens/consommateurs et refusent d'aller au marché électoral si les « produits » qui leur sont offerts ne les attirent pas. Soit – c'est l'explication négative – le système politique leur apparaît à ce point étranger (sinon illégitime) qu'ils se font une sorte de devoir de ne pas le cautionner en allant voter. Durs réveils en perspective pour nos démocraties.

Enfin, il y a sans doute un phénomène culturel plus général qui explique beaucoup de comportements dans

le monde d'aujourd'hui. Nous vivons dans la société du droit des citoyens. Chacun veut exercer son droit de manière discrétionnaire : j'ai mes droits, je les exerce comme je veux. A charge pour l'autre de faire son devoir : le professeur doit me faire réussir, sinon, gare ; le médecin doit me guérir, sinon j'introduis une action en justice ; le politique doit régler mes problèmes, sinon je le méprise ou j'envoie un coup de semonce.

Il y a là un grand problème de fond. Le couple droits/devoirs est au cœur de l'avenir de nos sociétés – et de nos démocraties.

12.

Je reviens une nouvelle fois sur la désaffection démocratique, avec une tentative d'explication plus sociologique. «Le mythe de l'Etat providence a progressivement réduit les citoyens à l'état de consommateurs politiques : les électeurs sont devenus des détenteurs de créances, à charge des pouvoirs publics. Le grand désenchantement démocratique découle directement de l'impossibilité pour les pouvoirs publics de satisfaire des citoyens/consommateurs toujours plus exigeants et toujours inassouvis». Je termine la réflexion par un couplet assez convenu sur le couple droits/devoirs. A l'évidence, j'ai escamoté toute la question de la «légitimité» des politiques.

DROITS ET DEVOIRS DES CITOYENS

Octobre 2002

Pendant des siècles, l'histoire politique de nos sociétés a été marquée par les luttes incessantes des citoyens pour se voir reconnaître des droits face à l'arbitraire et à l'absolutisme des pouvoirs de droit divin.

Au cours des cinquante dernières années cependant, un glissement s'est produit. Le mythe de l'Etat providence a progressivement réduit les citoyens à l'état de consommateurs politiques : les électeurs sont devenus des détenteurs de créances, à charge des pouvoirs publics. Le grand désenchantement démocratique découle directement de l'impossibilité pour les pouvoirs publics de satisfaire des citoyens/consommateurs toujours plus exigeants et toujours inassouvis.

Le seul moyen de refaire de nos sociétés démocratiques des sociétés citoyennes est de refonder les rapports entre les citoyens et le pouvoir sur un nouveau contrat social basé sur les devoirs et sur les droits.

D'un côté les pouvoirs publics ont le devoir de prendre les mesures nécessaires pour que chaque citoyen bénéficie effectivement de ses droits. De l'autre côté, les citoyens doivent s'engager à assumer leur part de responsabilité.

Si chacun a droit au respect de sa différence, nul ne peut exercer sa singularité en empêchant celle de l'autre de se manifester.

Si chacun a droit au respect de l'intégrité de sa personne et de ses biens, le corollaire est que chacun contribue de manière appropriée au respect de l'intégrité des autres.

Si chacun entend bénéficier de la solidarité des autres en cas de besoin, chacun doit, dans le même esprit, assumer

sa part dans l'organisation de la solidarité au bénéfice des autres.

La démocratie citoyenne, qui est au cœur du message du MCC, et aujourd'hui de tout le MR, s'enracine dans le juste équilibre entre les droits et les devoirs.

C'est sur cet équilibre que le MCC et le MR veulent construire une société qui sera à la fois plus dynamique et plus solidaire, parce qu'elle sollicite le meilleur de chacun, tout en reconnaissant les droits de tous.

13.

L'Europe, l'une des plus grandes passions de mon engagement politique. Je salue avec enthousiasme la réunification politique entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. J'ai été et je suis plus que jamais convaincu de la nécessité d'une Europe politique. Si mes fantasmes sont belges, mon rêve est européen.

UN GRAND CRU

Janvier 2003

Il en va des années comme il en va des vins : certaines sont quelconques, d'autres, un peu plus rares, sont bonnes, quelques-unes sont exceptionnelles.

L'année 2002 a toutes les chances de rester dans l'Histoire comme une année exceptionnelle pour l'Europe et donc pour nous.

Pensez donc ! Voilà ce vieux continent, artisan de tant de découvertes en même temps que forgeron de tant d'horreurs, qui progresse d'un coup sur la voie de sa réunification. Parce qu'il ne faut pas s'y tromper : l'élargissement

de l'Union européenne à dix nouveaux pays n'est pas un élargissement de même nature que ceux qui l'ont précédé. Jusqu'à présent, l'Union européenne ne rassemblait que des pays de l'Europe de l'Ouest. Demain, l'Ouest et l'Est de l'Europe se retrouvent, se réunissent. C'est la vraie fin d'un drame qui a duré près d'un demi-siècle et qui a vu notre continent coupé en deux par le terrible rideau de fer et le mur de la honte.

Saluons la réunification de l'Europe!

Ne soyons pas mesquins. N'accueillons pas nos voisins libérés avec la moue circonspecte de ceux qui ne savent pas dire « bienvenue » sans déplorer le prix des couverts supplémentaires qu'il faut ajouter à la table commune. C'est vrai, la réunification a un prix: 25 € par habitant et par an. Faire l'Histoire, à ce prix-là, c'est mieux qu'une bonne affaire. C'est un prix de solde pour un article dont la valeur n'est pas estimable tant elle est riche de promesses.

Saluons aussi, dans le même temps, l'intérêt – je dirais presque l'engouement – qui commence à apparaître autour des progrès réalisés au sein de la Convention pour l'avenir de l'Europe.

Il faut que cette Convention réussisse: ce qu'il était difficile de décider à 15 avec les méthodes actuelles, il sera vraiment impossible de le faire à 25, si rien ne change. Oui, il faut à l'Europe réunifiée une Constitution. Oui, il

faut que cette Constitution définisse nos valeurs, garantisse les droits des citoyens et fixe les objectifs à atteindre ensemble. Et, il faut encore que cette Constitution donne à l'Europe les institutions qui permettent de prendre des décisions (fini le droit de veto !) et qui organisent un vrai contrôle démocratique (enfin un vrai Parlement !).

Le chantier est ouvert et les « conventionnels » s'activent sous la houlette grisonnante mais éclairée de Valéry Giscard d'Estaing.

Citoyens d'Europe, ne boudons pas le rendez-vous que nous avons avec notre Histoire. Tirons notre chapeau devant 2002 et retroussons nos manches pour 2003.

14.

A l'occasion de l'adoption du projet de Constitution européenne par la Convention, je développe une idée à laquelle j'attache une grande importance. A l'avenir, les traités européens devraient être soumis à un referendum de tous les citoyens européens. Le texte serait adopté dès lors qu'il aurait recueilli l'approbation d'une double majorité: majorité absolue parmi les citoyens et approbation dans la majorité des Etats membres.

« NOUS, PEUPLE D'EUROPE... »

Juin 2003

Fumée blanche à Bruxelles ! D'autant plus blanche qu'elle était inespérée.

Après 15 mois de travaux, la Convention pour l'avenir de l'Europe, présidée par le toujours fringant Valéry Giscard d'Estaing, a adopté le vendredi 13 juin, un projet de Constitution européenne. Un texte unique, certes un peu compliqué encore, mais tout de même lisible, qui pourrait remplacer d'ici peu l'illisible fatras des textes

des Traités qui ont jalonné l'histoire de la construction européenne. Pour la première fois depuis la signature du Traité de Rome en 1957, la langue des politiques a supplanté le jargon des diplomates et des eurocrates.

Pour que le rêve devienne réalité, il reste cependant deux étapes essentielles à franchir.

Le projet de constitution, rédigé par la Convention, doit d'abord, juridiquement, être accepté par les chefs d'Etat et de Gouvernement dans le cadre d'une conférence intergouvernementale (C. I. G.). C'est la première bataille à gagner. Il va falloir se battre pour que certains de ceux-ci (les euro-tièdes) ne parviennent pas à défaire ce qui vient d'être fait. Pour cela, le mot d'ordre est simple : exiger des chefs d'Etat et de gouvernement qu'ils travaillent sur la base du projet de constitution qui a été approuvé par la Convention.

La deuxième étape est tout aussi fondamentale. Pour que la constitution de l'Europe soit vraiment l'expression de la volonté des citoyens européens, il faut que les citoyens puissent l'approuver eux-mêmes directement.

C'est pourquoi, avec d'autres, je plaide pour qu'à l'occasion des prochaines élections européennes, le 13 juin 2004, le projet de Constitution soit soumis au vote des 450 millions de citoyens européens, en organisant dans chaque pays membre un referendum ou une consultation populaire. C'est, à mes yeux, le meilleur moyen – sinon

le seul – pour rendre aux citoyens européens la maîtrise de leur destin commun.

« Nous, peuple d'Europe, avons approuvé et promulguons... »

15.

L'Europe est championne des déclarations. Les USA et la Chine sont champions en réalisations. La stratégie de Lisbonne proclamait la volonté de faire de l'Union Européenne en 2010 la zone la plus performante de l'économie mondiale dans les technologies. Objectif non atteint. Qu'à cela ne tienne: l'Union européenne vient de remettre le couvert. Elle a maintenant une nouvelle stratégie pour 2020! Un seul problème, mais il est de taille: elle ne s'en donne pas les moyens.

DU PAIN SUR LA PLANCHE

Octobre 2003

Il y a un peu plus de deux ans, les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne ont proclamé solennellement à Lisbonne leur volonté de faire de l'Union la zone la plus compétitive de l'économie mondiale. L'ambition est, à coup sûr, grandiose. Mais qu'en est-il réellement dans les faits ?

Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international (F.M.I.), si l'économie mondiale est actuellement en phase

de reprise, cette reprise va être tirée vers le haut par les Etats-Unis et vers le bas par la zone euro.

Ainsi, le F.M.I. prévoit que l'économie des Etats-Unis connaîtra une croissance de près de 4 % en 2004, avec un taux de chômage de 6 %. Par contre, pour l'Union Européenne, le taux de croissance prévu ne serait que de 2 %, avec un taux de chômage supérieur à 9 %. Pour mémoire, le taux de chômage en Wallonie est actuellement supérieur à 20 % de la population active.

Ces précisions confirment une réalité bien établie depuis quelques décennies : la croissance économique américaine est, en moyenne, supérieure à la croissance économique européenne et elle crée proportionnellement plus d'emplois. Nous, qui nous gargarisons si souvent des vertus du modèle européen, devons savoir que, si les choses continuent d'évoluer à ce rythme, nous serons bientôt en peine non seulement de résorber le chômage, mais aussi de financer notre système de sécurité sociale.

Il faut rappeler, en effet, que, si les Etats-Unis (et d'une manière plus générale, tout le continent américain) connaissent une période d'expansion démographique, l'Europe suit un chemin exactement inverse : natalité en baisse, vieillissement et diminution de la population.

Très concrètement, cela veut dire que nous devons faire face à des charges plus lourdes (en particulier pour les

pensions, les soins de santé, le chômage) alors même que notre richesse augmente moins vite.

Voilà ce qui constitue, à mes yeux, l'un des enjeux les plus importants pour l'avenir de notre continent : nous organiser pour produire ensemble une croissance économique plus forte.

L'euro peut nous y aider, mais, à lui seul, il ne peut suffire. Le vieux Continent doit d'urgence investir plus, renforcer ses capacités de recherche, améliorer la formation (et la motivation) de ses habitants.

Nous avons, de toute évidence, du pain sur la planche.

16.

Un billet d'humeur, assez décousu, très en-deçà de ce que j'aurais pu écrire. En vérité, je n'ai jamais été un fan de Berlusconi, de Chirac, de Schroeder, d'Aznar. Surtout pas en ce qui concerne l'intégration européenne. Avec ce quatuor miteux à sa tête, l'union Européenne ne pouvait que piétiner, sinon patauger. C'est effectivement ce qui s'est passé.

FERVEUR ET AMBITION

Janvier 2004

Réunis à Bruxelles à la mi-décembre, les chefs d'Etat et de Gouvernement des 25 pays de l'Union ont été lamentablement incapables de se mettre d'accord sur le projet de Constitution pour l'Europe.

Dans les jours qui ont suivi, les commentateurs s'en sont donné à cœur-joie pour identifier les coupables : le pauvre Berlusconi n'aurait pas été à la hauteur ; Chirac et Schroeder se seraient montrés arrogants, sinon brutaux ; têtus, les Espagnols et les Polonais auraient fait étalage de leur égoïsme et de leur nationalisme...

En réalité, l'échec de Bruxelles est un échec collectif. C'est le Conseil européen tout entier qui a failli. L'esprit européen n'était pas au rendez-vous : trop peu de volonté, pas assez de ferveur, panne d'ambition.

On l'a bien vu dans les jours qui ont suivi. En guise de représailles, on a entendu des pays fondateurs menacer d'aller tout seuls de l'avant, laissant derrière eux la troupe des trop lents. Tout seuls devant, mais pour faire quoi ? Mystère. Puis quelques pays, parmi les plus riches, se sont laissés aller au chantage financier, menaçant les récalcitrants de représailles budgétaires : « Si vous ne marchez pas droit, nous limitons les aides de solidarité ! » Navrant échec, désolantes réponses !

En vérité, puisque l'échec du sommet de Bruxelles est collectif, la réponse doit l'être aussi.

Il est essentiel que les 25 pays, au lieu de se recroqueviller sur leurs intérêts nationaux à courte vue, se resituent au niveau de l'ambition qui est le fondement de leur Union : devenir, pour l'Europe, des acteurs et non des victimes de l'histoire du monde ; devenir en Europe, un espace de paix, de prospérité, de liberté.

Ce sursaut collectif ne peut attendre. Il y a urgence. L'année 2004 sera l'année de tous les défis pour l'Europe. Il nous faut en tout premier lieu, la Constitution avant la fin de l'année ; passé ce délai, l'échec sera quasi assuré.

Il y a, ensuite, les élections au Parlement européen, suivies par la désignation des 25 commissaires européens et par le choix de leur président. Il faudra, par ailleurs, se mettre d'accord, à 25, sur les moyens financiers dont l'Union pourra disposer de 2007 à 2013, en particulier pour aider les 10 nouveaux pays à rattraper leur retard. Il faudra encore, avant la fin de l'année que le Conseil se prononce sur l'épineuse question de l'ouverture des négociations avec la Turquie. Sans parler de l'état du monde, qui n'est pas un long fleuve tranquille.

Nos chefs d'Etat et de Gouvernement n'ont pas beaucoup de temps, on le voit, pour se ressaisir. Formons des vœux pour qu'ils en soient capables. C'est notre avenir à tous qui est en jeu !

17.

Les attentats terroristes qui ont frappé Madrid m'ont personnellement très affecté. Je suis un «aficionado» de l'Espagne où nous allons régulièrement. Ce qui touche les Espagnols me touche. Le mal qu'on leur fait me fait mal. Je suis aussi un politique et à ce titre j'ai très mal vécu la pitoyable tentative du gouvernement Aznar d'imputer les carnages aux terroristes basques, pour en tirer un avantage électoral. Cela m'a véritablement ulcéré. Je me reproche de ne pas l'avoir écrit à l'époque.

CARNAGE A MADRID

Avril 2004

Les terroristes islamiques ont frappé les Etats-Unis le 11 septembre 2001. Pour la première fois, ils viennent de frapper l'Europe : un carnage sanglant, en plein cœur de Madrid, à trois jours des élections générales, avec les conséquences politiques que l'on sait.

Au-delà de l'émotion devant l'horreur et de la crainte – légitime – pour l'avenir, il nous faut tirer de cette effroyable boucherie quelques leçons.

Même si la Belgique n'est pas actuellement une cible prioritaire des terroristes, rien n'exclut qu'elle ne puisse le devenir à l'avenir. Il y a actuellement des terroristes actifs dans tous les pays de l'Union européenne, des terroristes « dormants » en attente d'instructions, des filières de recrutement autour de mouvances islamistes radicales. Chacun des pays de l'Union est – ou peut devenir – une cible, une base arrière ou un centre opérationnel de groupes terroristes.

Pour faire face à cette menace multiforme, le premier devoir est de renforcer les services nationaux policiers et judiciaires spécialisés dans le renseignement, l'infiltration, l'analyse et l'intervention. Il faut rappeler, en effet, avec force, que la sécurité intérieure, et donc la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité, est aujourd'hui encore de la responsabilité de chaque Etat de l'Union européenne. En d'autres termes, c'est à la Belgique qu'il appartient, en tout premier lieu, de prendre les mesures nécessaires pour identifier, infiltrer, surveiller et, si possible démanteler avant qu'ils passent à l'action, les réseaux terroristes présents sur son territoire.

Le Gouvernement belge doit d'urgence, dans cette matière, procéder à une évaluation précise des risques et à la mobilisation des moyens nécessaires pour y faire face. Je suis convaincu qu'il y a beaucoup à faire.

L'Union européenne a, quant à elle, l'obligation de tout mettre en œuvre pour améliorer le travail des services nationaux, en harmonisant les dispositifs légaux et en coordonnant les efforts nationaux sur le plan opérationnel. Les instruments pour le faire existent déjà pour une bonne part, mais personne ne se préoccupe de les faire fonctionner correctement. Un vrai scandale.

Ainsi, Europol – l'Office européen de police – n'a jamais reçu les moyens adéquats pour centraliser, traiter, analyser et diffuser, à fin de droit, toutes les informations disponibles.

Il n'y a pas, aujourd'hui, par exemple, de cadastre européen identifiant tous les terroristes condamnés, inculpés ou suspectés qui ont été ou sont actifs sur le territoire européen. Et pourtant, les terroristes ont appris à se jouer des frontières: ils circulent dans l'Europe et dans le monde entier, apparemment sans grande difficulté.

Conclusion: nous ne gagnerons pas la guerre contre les terroristes avec des déclarations solennelles ou des coups de gueules médiatiques. Comme dans toute guerre, ce sont les hommes sur le terrain, policiers, services de renseignements, magistrats spécialisés qui doivent, en nombre suffisant, recevoir les moyens pour faire face et pour gagner cette guerre qui concerne l'avenir même de nos sociétés démocratiques.

18.

Un billet clin d'œil. Je profite d'une brève analyse des résultats des élections régionales et européennes de juin 2004 pour faire l'éloge de François Bayrou. Autant le dire clairement, c'est un ami. Heureusement que j'ai écrit ce « bravo François » en 2004. J'aurais de sérieuses difficultés à utiliser le même mot après les régionales de 2010 : le parti de François Bayrou s'y est tragiquement planté à 4,6 %. Rien n'est jamais acquis à l'homme.

BRAVO, FRANÇOIS!

Juillet 2004

Les élections du 13 juin dernier avaient en Belgique un double enjeu, régional et européen.

Au niveau régional, les électeurs n'ont pas fait dans la dentelle. En Flandre, ils ont « boosté » les partis d'opposition, soit le CD&V/NVA pour l'opposition démocratique, et le Vlaams Blok pour l'extrême droite. Victoire de l'extrémisme et du nationalisme donc ! La progression du Vlaams Blok est telle que les trois partis traditionnels

devront s'allier pour que la Flandre puisse être gouvernée. Seul véritable parti d'opposition, vu la déroute des Verts flamands, le Vlaams Blok se prépare à engranger de nouveaux succès. Jusqu'à faire sauter le cordon sanitaire ? Le risque n'est pas nul.

En Wallonie et à Bruxelles, les électeurs ont pris plaisir à « panacher » leurs choix : ils ont conforté le PS, qui profite seul de sa présence dans la majorité et donné au Cdh, qui est dans l'opposition, un premier succès depuis des années. Aux dires des journalistes, Elio di Rupo ne serait pas insensible depuis lors au pouvoir de séduction de Joëlle Milquet ! Jusqu'à mettre le MR dans l'opposition, à Bruxelles en tout cas ? Le doute taraude les Réformateurs.

Au niveau européen, les électeurs ne se sont pas bousculés aux portes des bureaux de vote. Le taux de participation est faible dans les 15 pays de la vieille Europe, et dramatiquement bas en moyenne dans les 10 nouveaux pays. Il reste du travail à faire pour enraciner l'Europe dans le cœur des peuples !

Par ailleurs, trois grands enseignements peuvent être tirés des résultats, à l'échelle de l'Union européenne.

En premier lieu, les enjeux nationaux ont trop souvent pris le pas sur les enjeux européens. C'est ainsi que dans pratiquement tous les grands pays – France, Allemagne, Royaume-Uni, Pologne, et dans une moindre mesure Italie – les citoyens ont profité des élections européennes

pour sanctionner sèchement leur Gouvernement national. Ni dans la campagne, ni dans les votes, l'Europe n'a vraiment été au cœur des débats. C'est navrant !

En deuxième lieu, le courant eurosceptique a sérieusement renforcé ses positions, en particulier au Royaume-Uni, dans les pays nordiques et dans les pays candidats. Pas mal d'électeurs de ces pays ont dépassé le stade du simple désenchantement pour entrer en opposition ouverte avec l'intégration politique du continent. C'est inquiétant !

En troisième lieu, et c'est le seul enseignement positif, là où les forces politiques ont ouvertement et activement mené campagne pour l'Europe, les résultats ont suivi.

C'est le cas, en particulier pour les Verts en Allemagne et plus encore pour l'UDF en France : François Bayrou et ses amis ont recueilli 12 % des voix alors qu'ils n'ont que 30 députés à l'Assemblée nationale, tandis que l'UMP de Jacques Chirac, avec plus de 300 députés nationaux, s'est contenté de 17 %. Dans la foulée, François Bayrou a annoncé la création d'un nouveau parti politique européen qui se veut l'héritier des pères fondateurs de l'Europe. Enfin, un peu de souffle. C'est réjouissant. J'applaudis.

19.

Je n'ai jamais été en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. J'en explique une partie des raisons dans ce texte, écrit avant la décision officielle de l'ouverture des négociations d'adhésion. J'ai beaucoup développé ma réflexion depuis lors dans d'autres textes. Mais la conclusion demeure : à mes yeux, l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne signera la fin de notre rêve fédéral européen.

TURQUIE : L'EUROPE N'EST PAS PRETE

Octobre 2004

A la fin de cette année, les chefs d'Etat et de Gouvernement doivent décider d'ouvrir ou non les négociations avec la Turquie en vue de son adhésion à l'Union européenne.

Du point de vue des officiels du « politiquement correct », la seule question qui se pose est de savoir si la Turquie a fait suffisamment de progrès sur le plan démocratique pour « mériter » l'ouverture officielle de négociations d'adhésion.

Cette question est certes essentielle, mais elle est loin d'être suffisante. S'agissant d'adhésion à un groupe, il est évidemment nécessaire de vérifier si le postulant remplit les conditions préalables à son adhésion. Mais il faut aussi – sinon d'abord – vérifier si le groupe d'accueil est en mesure d'intégrer le nouveau membre, sans dénaturer son objet social ou sa finalité et sans créer, en son sein, des problèmes susceptibles d'empêcher son fonctionnement.

En d'autres termes, il est urgent de débattre de la question suivante : l'Union européenne est-elle aujourd'hui en état d'assumer le démarrage du processus d'adhésion de la Turquie ?

A mes yeux, la réponse est claire : l'Union européenne n'est pas en état d'assumer la mise en œuvre du processus d'adhésion de la Turquie.

En premier lieu, les citoyens européens n'y sont pas prêts. C'est un fait indéniable que le statut de candidat a été octroyé à la Turquie quasiment en catimini, au sommet d'Helsinki, sans aucun débat démocratique préalable. Dans deux pays qui sont considérés comme l'axe moteur de la construction européenne (l'Allemagne et la France), le débat public, qui s'est engagé très récemment, ne tourne pas à l'avantage des promoteurs de l'adhésion : il n'y a pas de majorité parmi les citoyens pour approuver la perspective de l'adhésion de la Turquie. Ce serait à tout le moins une innovation risquée pour l'avenir de la construction européenne qu'une décision importante et grave soit

prise contre l'avis de la majorité de la population de l'axe franco-allemand. Ce serait plus dommageable encore s'il était établi qu'une majorité de la population des 25 Etats membres est opposée à l'adhésion de la Turquie. D'après une enquête internationale récente, c'est effectivement le cas !

Si les citoyens européens ne sont pas prêts, les institutions européennes ne le sont pas davantage. La décision, on le sait, doit être prise avant la fin de cette année. A-t-« on » bien mesuré – j'emploie à dessein ce « on » pour désigner l'ensemble des officiels du « politiquement correct » – qu'à ce moment, nul ne sera en mesure de savoir si le projet de Constitution européenne, verra ou non le jour : il faudra attendre le résultat de la ratification dans le dernier des 25 Etats membres qui devront se prononcer. Il est stupéfiant de constater que nos chefs d'Etat et de Gouvernement se sentent prêts à lancer le démarrage de l'élargissement le plus contesté de l'Union alors même qu'ils ne savent pas si les institutions seront capables de gérer le précédent.

Les citoyens ne sont pas prêts. Les institutions ne le sont pas davantage. Les ressources financières de l'Union sont-elles, quant à elles, en état d'absorber le choc de la perspective de l'adhésion de la Turquie ? Je ne le crois pas.

Parmi les questions difficiles qu'il faudra trancher, il y a incontestablement le budget futur de l'Union. Ce n'est un secret pour personne que la situation budgétaire de

plusieurs Etats membres est actuellement fort préoccupante: l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, le Portugal, la Grèce, l'Italie, sont dans le rouge; leur disponibilité à cotiser davantage à la caisse européenne est loin d'être évidente. Parallèlement, six des pays contributeurs nets au budget européen – ceux qui paient plus qu'ils ne reçoivent, au premier rang desquels figure l'Allemagne – ont fait connaître publiquement leur volonté de limiter le budget européen à 1 % du P.I.B. de l'Union. Ce qui revient à dire qu'ils veulent financer l'Europe à 25 avec le même budget que l'Europe à 15.

Cette équation, qui en soi n'est pas simple, risque d'être singulièrement compliquée par la perspective de l'adhésion de la Turquie: le plateau anatolien qui couvre la quasi-totalité du territoire turc exigera un effort financier à peu près comparable à celui de l'élargissement actuel, compte tenu de son faible niveau de développement économique, de l'importance de sa population agricole (45 %), de son retard en matière d'infrastructure. Cette situation est, selon moi, ingérable à court terme, d'autant que, d'ici à l'adhésion de la Turquie, d'autres pays candidats (à commencer par la Roumanie et la Bulgarie) viendront frapper à la porte de la caisse européenne.

De tout ce qui précède, je conclus qu'il serait dangereux pour l'Union européenne de laisser les chefs d'Etat et de Gouvernement décider à la fin de cette année d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Turquie. Non seulement parce que la Turquie n'est pas prête, ce qui est évident

à mes yeux mais ne fait pas l'objet de cet article ; mais d'abord et surtout, parce que l'Union européenne n'est pas en état de le faire, ni démocratiquement, ni institutionnellement, ni financièrement.

20.

Dans ce texte de vœux pour l'année 2005, je fais paradoxalement référence à ce qui a été, à ce jour, l'événement le plus tragique de ma vie: la mort de mon père le 21 décembre 1944, fusillé par des soldats allemands, en compagnie notamment du père de Guy Lutgen. J'avoue crûment l'importance de l'effort intérieur que j'ai dû faire pour extraire de moi la haine que j'ai éprouvée pendant longtemps à l'égard de tout un peuple.

Cet événement tragique est, pour une large part, à l'origine de ma passion pour l'intégration européenne. Je ne puis me défaire de l'idée que les Européens, s'ils sont capables d'être les meilleurs, peuvent aussi être les pires ainsi qu'en témoigne l'histoire de notre continent. Pour moi l'organisation politique d'une solidarité de destin entre les peuples européens, est le seul moyen d'empêcher « la résurgence toujours possible de leurs pathologies criminelles. »

J'AVAIS DEUX ANS EN 1945

Janvier 2005

J'avais deux ans en 1945. A cette époque – mais bien évidemment, je ne l'ai appris que plus tard – mon village a été détruit par des Européens, mon père a été fusillé par des Européens, ma famille a été décimée par des Européens.

Longtemps après ces terribles événements qui m'ont marqué au fer rouge et, une fois épuisée la haine que j'ai dû combattre au plus profond de moi-même, j'ai tiré de notre histoire quelques réflexions que je souhaite partager avec vous.

I.

Nous, les Européens, nous nous sommes livré des guerres sans merci. Le nationalisme exacerbé, la volonté de puissance des Etats ont engendré, sur le continent européen, les guerres « civiles » les plus effroyables de l'histoire.

La construction d'une véritable union entre les peuples et les Etats européens est le seul remède contre la résurgence, toujours possible, de nos pathologies criminelles.

II.

Nous avons eu besoin du sacrifice des gars du Wisconsin ou du Texas pour rétablir la paix entre nous. Les Américains, qui ont été nos libérateurs, sont depuis toujours nos alliés. Il ne faut pas vouloir en faire des adversaires. En construisant l'Europe politique, l'objectif n'est pas d'affaiblir les Etats-Unis. L'objectif, c'est de pouvoir se passer d'eux quand nos seuls intérêts sont en cause et d'agir avec eux quand les intérêts communs aux démocraties du monde occidental l'exigent.

III.

Pour construire cette Europe, puissance en même temps que partenaire, il faut le vouloir et y consacrer beaucoup d'énergie. L'Europe politique ne sera pas un cadeau déposé à nos pieds par un père Noël bonhomme et providentiel. La construction de l'Europe est et restera un combat.

Un combat d'abord contre ceux qui ne la veulent pas parce qu'ils rêvent d'en revenir à la grandeur des Etats nations d'hier dont nous savons pourtant qu'ils nous conduiront au pire.

Mais un combat aussi contre ceux qui la veulent à ce point large et hétérogène qu'ils risquent de la rendre à tout jamais incapable de parler d'une seule voix et d'agir d'un même élan.

Ce combat historique et démocratique nous le mènerons avec toutes celles et tous ceux pour qui l'Europe n'est pas

seulement un tiroir caisse pour les moins développés, ni un grand marché dont profitent d'abord les mieux nantis et les mieux formés, mais d'abord et avant tout une civilisation créée par et pour les citoyens.

C'est le vœu que je souhaite partager avec vous à l'aube de cette année nouvelle.

Meilleurs vœux à toutes et tous pour 2005.

21.

Billet coup de gueule. Chaque jour, ou presque, il se produit en politique belge un événement ou une déclaration qui m'agace, m'irrite ou me met en colère. La bêtise et la mauvaise foi m'insupportent. Cela dit, j'ai beaucoup aimé et aime toujours les chansons de Jean Ferrat. J'appréciais peu le prêcheur communiste, j'adorais le poète. Moins que lui, mais plus que beaucoup, j'ai une partie de moi accrochée aux murets d'Ardèche. Adieu, poète.

SUR UN AIR DE JEAN FERRAT...

Avril 2005

Il y a eu tout d'abord cette affaire de la consultation populaire à propos de la Constitution européenne. Le MR, fidèle à ses principes, en a défendu l'idée et a logiquement voté en faveur de son organisation.

Las, cela n'a pas suffi. Du côté francophone en tout cas deux partis, le PS et le CDH s'y sont opposés avec vigueur. A leurs yeux, le texte constitutionnel est bien trop compliqué pour être soumis au vote des citoyens. Pauvres Belges,

surtout les francophones! On savait déjà que leurs performances scolaires sont quelconques; on sait aujourd'hui que leur capacité de jugement politique est à ce point faible qu'il est plus sage de ne pas le solliciter, contrairement aux Britanniques, aux Français, aux Hollandais, aux Espagnols...

Hommage soit rendu à nos élites éclairées.

Il y a ensuite cette affaire Alain Destexhe. Quelle mouche l'a donc piqué? Ne voilà-t-il pas que ce député bruxellois, sénateur de Communauté, s'est commis à écrire un opuscule dans lequel il se penche, chiffres à l'appui, sur l'état économique de la Wallonie qu'il juge préoccupant. Les réactions ont été à la mesure de «l'insulte». «Bruxellois, les affaires de la Wallonie ne vous regardent pas» a professé le très remarquable ministre socialiste de la Région wallonne, M. Marcourt. «Espèce de Bolkestein de sous-préfecture» a surenchéri avec finesse le chef de groupe socialiste à la Région wallonne, le très illustre M. Bayonet. «Il aurait mieux fait de se taire» a conclu, impérial, le très amical Serge Kubla. A l'évidence, la culture du débat démocratique règne en Wallonie.

Hommage soit rendu à nos élites éclairées.

Il y a eu enfin, cette affaire A-M Lizin. Une très brave femme, à ce qu'il semble, à ce point préoccupée du triste sort des femmes belges qu'elle se croit tenue d'envoyer une missive à un(e) juge pour l'éclairer sur le jugement qu'elle

va devoir rendre. Absoute par le Sénat qu'elle préside, notre troisième personnage du Royaume a promis de s'amender. Elle va participer aux travaux d'un groupe chargé d'élaborer un code de déontologie pour apprendre aux élus à respecter les principes de la séparation des pouvoirs, alors que c'est eux qui ont la responsabilité de les faire respecter !

Hommage soit rendu à nos élites éclairées.

La démocratie belge me fait penser ces jours-ci à ce petit refrain de Jean Ferrat :

Faut-il pleurer, faut-il en rire ?

Fait-elle envie ou bien pitié ?

Je n'ai pas le cœur à le dire...

22.

Coup de tonnerre en Europe. Les citoyens de deux pays fondateurs viennent de rejeter le projet de Traité Constitutionnel. Cinq ans de perdus. Pire, l'élan est cassé. Avec le recul, j'ai appris à identifier trois attitudes dangereuses pour la poursuite de l'intégration européenne.

Il y a bien sûr les eurosceptiques déclarés, les fascistes, les nationalistes, les populistes identitaires. Il y a ensuite la longue cohorte des planqués. Ceux qui se cachent derrière l'Europe pour justifier des décisions qu'ils savent nécessaires mais qu'ils n'osent pas assumer. Ils sont légion. Il y a enfin les zélotes, les béats du stéréotype qui « limousinent » en psalmodiant « Europe! Europe! », comme si l'invocation, à elle seule, suffisait à régler les problèmes! Aucune solution n'étant totalement satisfaisante, le robinet à désillusion est ainsi largement ouvert.

L'Europe n'est pas une potion magique. L'Europe, c'est l'espace dont nous avons besoin pour conjurer le pire et inventer ensemble les meilleures solutions.

REFLEXION SUR LE NON

Avril 2005

Non en France! Non aux Pays-Bas! D'autres Non encore à venir si l'on en croit les sondages. Ce devait être le baptême solennel de la Constitution européenne. Las, le berceau est noyé sous les draches nationales.

Pourquoi? Les raisons sont multiples et, à l'évidence, différentes d'un pays à l'autre. On peut toutefois, dès à présent, faire quelques réflexions utiles pour l'avenir.

Il faut d'abord reconnaître que le texte lui-même soumis aux électeurs pose problème. Pourquoi, diable, a-t-il fallu mélanger dans un même texte de près de 500 pages, des éléments proprement constitutionnels – les objectifs de l'Union, ses institutions, ses compétences, les droits des citoyens – et le contenu des politiques européennes – concurrence, agriculture, ...? Il ne fallait pas tout mettre sur le même pied. C'est peut-être d'ailleurs en explorant cette voie qu'on parviendra, in fine, à sauver le projet.

Il faut reconnaître ensuite que la procédure n'est pas la bonne. Je n'en démords pas: à une Constitution

européenne doit correspondre un référendum européen. Nous avons été plusieurs à le demander, sans être entendus. Je reste pourtant convaincu que si le projet de Constitution avait été soumis à un référendum européen organisé le même jour dans tous les Etats membres, il aurait été approuvé à une double majorité, dans la population et dans la plupart des Etats. C'est la voie de l'avenir.

Il faut avoir le courage aussi d'affirmer que l'Europe ne dispense pas les gouvernements de mener de bonnes politiques. L'Europe ne fait pas tout et ne doit pas tout faire. Il y a aujourd'hui des pays qui vont très bien, comme la Grande-Bretagne ou l'Espagne : croissance économique solide, baisse du chômage, finances publiques saines. D'autres, au contraire, comme l'Italie, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne traînent la patte. Ce n'est pas « la faute à l'Europe », mais celle des gouvernements. L'Europe n'est pas une potion magique pour les incapables.

Il faut enfin admettre que l'élargissement sans fin, c'est la fin assurée du rêve européen. Quand on pense aux dégâts (faux d'ailleurs) provoqués par le « plombier polonais », on mesure mieux l'erreur que constitue la perspective de l'entrée de la Turquie dans l'Union. L'Europe doit devenir une puissance européenne. Elle n'a pas vocation à être une sorte d'ONU régionale, hétérogène, empêtrée à l'intérieur et impuissante à l'extérieur. Le NON a au moins le mérite de le rappeler.

23.

Dans ce billet écrit sept ans après la création du MCC, je rappelle l'objectif qui avait justifié son lancement : fédérer les forces du changement pour sortir la Wallonie du rouge. A l'évidence, le constat n'est pas réjouissant, rien n'a vraiment changé. Je ne cache pas, par ailleurs, une certaine déception à l'égard du MR : est-il vraiment capable de rassembler, de fédérer, des réformateurs de sensibilités différentes ?

MCC PLUS QUE JAMAIS

Octobre 2005

Sept ans déjà ! Cela fait effectivement sept ans, ces jours-ci, que nous avons officiellement créé le MCC à Wavre, dans la foulée du rassemblement de Wépion. Il faudrait, mais ce n'est pas le lieu ici, faire le bilan de ces années, de nos espoirs, de nos réussites, mais aussi de nos déceptions, voire de nos échecs.

Je veux rappeler qu'au départ de notre démarche il y avait, en particulier, le constat du dramatique retard

économique de la Wallonie. Cela a-t-il réellement changé ? La réponse est non. Malgré les annonces tapageuses et les shows médiatiques, les chiffres sont sans appel. La Wallonie ne rattrape pas son retard sur la Flandre : l'écart continue de se creuser, année après année. Le chômage au sud est deux fois plus élevé qu'au nord. Nous avons le triste record européen du chômage de longue durée pour les jeunes.

Nous écrivions à l'époque, dans notre Manifeste, que ce retard de la Wallonie, était un « drame pour les Wallons, un handicap pour les francophones, une menace pour l'Etat belge ». Cela reste plus vrai que jamais.

Pour faire face à cette situation, nous prônions un grand rassemblement des forces du changement. Nous écrivions, toujours dans le Manifeste du MCC, qu'il n'est pas bon qu'un parti domine une région, qu'il ait le pouvoir d'éjecter les partenaires qui le gênent ou qui le concurrencent, dans le seul but de gouverner avec des alliés plus faibles ou plus commodes.

C'est pourtant ce qui se passe en Wallonie. A part un bref intermède de deux ans (1985-1987), le PS dirige la Wallonie depuis la création de la Région, c'est-à-dire depuis un quart de siècle. Il dirige aussi la Communauté française et l'on connaît le mauvais classement des élèves francophones dans toutes les enquêtes internationales. Quand on voit ces résultats, peut-on souhaiter le même régime pour les vingt-cinq années qui viennent ?

Pour l'avenir de la Wallonie et des francophones, pour la santé de la démocratie, il est plus nécessaire que jamais de construire une grande force politique alternative, qui ne soit pas obligée de suivre, mais qui puisse donner le ton.

Cette force politique, nous avons choisi de la construire à partir du MR. A l'évidence, il n'y a pas d'autre choix possible. Mais, pour que le MR réussisse à relever ce défi, il faut qu'il croisse, qu'il rassemble, qu'il fédère, des Réformateurs de sensibilités différentes. C'est pourquoi nous voulons réaffirmer notre spécificité et démontrer qu'il y a place, au sein du MR, pour des Réformateurs sociaux qui valorisent la solidarité autant que la réussite et l'engagement citoyen plus que le conformisme partisan.

Venez à Dinant le 4 décembre. Le MCC est plus nécessaire que jamais et il a plus que jamais besoin de vous !

24.

Devant quelques 600 personnes rassemblées par le MCC à Dinant, je prononce le discours de clôture. J'y mets en évidence deux préoccupations qui depuis lors n'ont cessé de gagner en importance dans le débat politique. Le faible taux d'activité des personnes de plus de 55 ans et le taux dramatiquement élevé du chômage des jeunes, en particulier ceux d'ascendance étrangère. Cinq ans plus tard, les choses ont-elles réellement changé? La réponse est non.

LA FORCE D'UNE SOCIÉTÉ RÉSIDE
DANS LA GÉNÉROSITÉ DU
PLUS GRAND NOMBRE DE CITOYENS

Extraits du discours de Dinant.

Gérard Deprez devant l'Assemblée Générale à Dinant

Janvier 2006

En conclusion à nos travaux de cette matinée, je voudrais concentrer mon intervention sur quelques-uns des défis auxquels nous devons faire face, tous ensemble, dans les prochaines années. (...)

Defi démographique et pacte entre générations

L'Europe toute entière est occupée à vieillir. C'est le seul continent en déclin démographique. Le côté réjouissant de la chose, c'est que beaucoup d'entre nous vivent plus longtemps et qu'ils vivront mieux plus longtemps. Le côté préoccupant c'est que les générations futures, moins nombreuses à cause de notre faible natalité, devront assurer une charge plus lourde, pour financer les retraites et les soins de santé d'un nombre croissant de personnes plus âgées. Le défi est de taille et il nous demandera à tous des efforts, de l'imagination, du courage. Le Gouvernement actuel a commencé, avec lucidité, à s'occuper du problème en essayant de conclure, avec l'accord des partenaires sociaux, un pacte entre les générations. Ce pacte que nous soutenons est un premier pas qui en précédera beaucoup d'autres. Dans notre pays, malheureusement, le taux d'activité des personnes âgées de plus de 55 ans est trop faible. C'est même l'un des plus bas du monde! Y a-t-il quelqu'un qui croit sérieusement que nous pourrons, en étant moins nombreux à travailler et en travaillant moins que les autres, maintenir le système social que nous voulons garantir et même améliorer? A l'évidence, la réponse est non. Nous devons demain être plus nombreux à travailler et, sans doute, devons-nous travailler progressivement un peu plus longtemps.

L'emploi des jeunes et le défi de l'intégration

Mais il faudra aussi, que nos jeunes aient davantage de possibilités d'emploi. C'est un malheur pour eux et un

malheur pour nous tous que le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans, en Wallonie et à Bruxelles, soit le plus élevé de tous les pays de l'Union européenne – entre 28 % en Wallonie et plus de 30 % à Bruxelles.

Ce chômage massif des jeunes est l'un des vrais scandales de notre pays, en particulier dans la partie francophone. D'autant plus qu'à Bruxelles en particulier une partie importante de ces jeunes est, comme on dit aujourd'hui, « allochtone », c'est-à-dire d'ascendance étrangère. Mesurons-nous bien la situation de ces jeunes, qui ont aujourd'hui la même nationalité que la nôtre et qui doivent faire face, en même temps aux difficultés de l'intégration et au rejet sur le marché de l'emploi ? Mesurons-nous bien que l'avenir du financement de notre système de protection sociale reposera en partie sur eux, à qui nous n'avons pas toujours donné la formation adéquate et les chances de se développer dans et par le travail ?

Formation – Education

Ce qui me conduit à vous parler de la formation et de l'éducation. Les études internationales qui existent en la matière montrent malheureusement que les élèves francophones se classent assez mal, en comparaison avec les autres pays, tant en sciences, qu'en mathématiques et en maîtrise de la langue maternelle. Cette situation ne peut pas rester en l'état. Elle appelle, de notre part à tous, une mobilisation sans précédent, dans des régions où les matières premières sont largement épuisées et où la matière grise est le gisement de l'avenir. Notre système

d'enseignement doit être plus performant, il doit être plus exigeant. Ce sera mieux pour tout le monde et en particulier pour ceux qui sont moins favorisés par la naissance. Moins l'école est exigeante, moins elle contribue à égaliser les chances.

Je crois que nous sommes de taille et à regarder la réalité en face et à trouver ensemble les réponses aux défis qui sont devant nous. Parce que la force d'une société, sa vitalité, sa capacité à surmonter les difficultés, ne se trouve ni dans un parti, fut-il le meilleur, ni dans les paillettes de l'Etat spectacle. La force d'une société réside dans la liberté, la responsabilité, la générosité du plus grand nombre de citoyens.

25.

Les réalités démographiques m'ont toujours fasciné. Parce que ce sont des tendances lourdes, invisibles à l'œil nu, dont les conséquences à moyen et long terme ne sont pratiquement pas modifiables. Le problème est simple: à l'avenir, des actifs moins nombreux devront financer les retraites et les soins de santé d'un nombre croissant de pensionnés qui vivront de plus en plus longtemps. Aux dernières nouvelles, le gouvernement belge a pris conscience du problème. Il a chargé Michel Daerden du dossier. C'est tout dire.

PENURIE DE BERCEAUX!

Avril 2006

Le Parlement des animateurs du M.C.C a consacré l'essentiel des travaux de sa dernière réunion à réfléchir aux conséquences du vieillissement de la population. Sur la base d'un remarquable exposé d'une experte indépendante, Madame Micheline Lambrecht, attachée au Bureau fédéral du PLAN, les animateurs du M.C.C. ont pris connaissance des prévisions des chercheurs et amorcé la réflexion sur les pistes de solution.

Le fait est là, irréfutable : l'Europe vieillit, la Belgique vieillit. Pour fixer les idées, il faut savoir que les 1,8 million de personnes de plus de 65 ans qui vivent aujourd'hui dans notre pays, seront plus de 3 millions en 2050, soit 1,2 million en plus ! Dans le même temps, les personnes en âge de travailler diminueront de un demi-million, passant de 6,8 millions à 6,3.

L'équation est simple. Comme nous vivons dans un système de répartition pour le paiement des pensions légales – chaque génération d'actifs paie les pensions des générations qui ont travaillé avant elle – cela signifie très concrètement que des actifs moins nombreux devront financer les retraites et les soins de santé d'un nombre plus élevé de pensionnés qui vivront de plus en plus longtemps.

On voit immédiatement l'ampleur du problème. Si rien n'est fait, soit les générations futures devront supporter des charges beaucoup plus lourdes au détriment de leur propre niveau de vie, soit, si elles devaient refuser de le faire, les pensionnés de demain se trouveraient progressivement réduits à un niveau de vie de subsistance et au rationnement des soins de santé.

A l'évidence, aucune de ces deux éventualités n'est acceptable, aucune ne sera d'ailleurs acceptée. Il faut chercher d'autres voies, en étant conscient qu'avec le temps le problème deviendra de plus en plus délicat sur le plan politique. A cause du vieillissement en effet, le poids des

personnes âgées dans le corps électoral va peser de plus en plus lourd : dès 2025, les plus de 50 ans seront majoritaires parmi les électeurs !

Il est temps de réfléchir et d'agir. C'est l'honneur d'une démocratie d'anticiper la réponse aux défis qu'elle sait inévitables. C'est la responsabilité d'un mouvement de citoyens comme le nôtre de lancer le débat et d'appeler tous les citoyens à chercher ensemble les meilleures solutions.

26.

Encore un billet coup de gueule. J'enrage. Bien sûr je refuse de me prononcer sur le fond des affaires qui mettent en cause plusieurs personnalités socialistes : c'est à la justice de le faire. Mais je dénonce le système de défense pratiqué par ces messieurs qui s'appliquent à disqualifier moralement, intellectuellement ou politiquement ceux qui font correctement leur métier. C'est très tendance mafia, à coups de stylo. Je le dis comme je le pense.

CARTONS ROUGES

Juillet 2006

Au moment où j'écris ces lignes, c'est la valse des cartons rouges au Mondial. Pas moins de quatre distribués pour le seul match Pays-Bas/Portugal !

Cette petite carte pénalise les joueurs fautifs, en excluant du terrain ceux qui commettent une faute particulièrement grave ou deux fautes moins graves mais passibles d'un carton jaune.

Si le carton rouge existait en politique, je pense qu'un arbitre impartial aurait raison d'en distribuer quelques-uns dans le sud du pays, où les « affaires » font, une fois de plus, la une de l'actualité du monde socialiste.

Il y a eu tout d'abord un (ex) député permanent P.S. du Hainaut, mis en cause dans un dossier, qui s'est permis d'insulter publiquement une juge d'instruction en doutant de ses compétences professionnelles et en suggérant qu'elle était inféodée à un parti politique.

Il y a eu ensuite, un matin à la R.T.B.F., le bourgmestre P.S. de Charleroi qui a osé parler d'acharnement « policier » en accusant le ministre de l'Intérieur (qui n'y est pour rien) d'envoyer 50 agents supplémentaires pour indiquer sur les pratiques douteuses de certains socialistes plutôt que de s'intéresser à la sécurité des citoyens. Le Procureur du Roi s'est senti obligé d'intervenir en direct à la radio pour rétablir la vérité.

Il y a enfin, toujours le matin à la R.T.B.F. un président du P.S., qui, s'exprimant dans le contexte des affaires, a déploré que les Ecolos n'aient pas de dirigeants qui soient à la hauteur! et pour se plaindre de l'attitude de Didier Reynders à propos des mêmes affaires. La faute de Didier Reynders? Avoir dit tout haut ce qui est la vérité pure et simple, à savoir que les pratiques dénoncées ne sont pas des choses du passé, mais des réalités d'ici et de maintenant.

Ces trois cartons rouges ne visent pas le fond des affaires sur lesquelles bien sûr seule la justice sera habilitée à se prononcer. Ils sont destinés à punir symboliquement des dérapages verbaux comme, au football, ils sanctionnent des fautes ou des coups bas. Insulter les magistrats, vouloir discréditer la justice, exprimer son mépris pour des collègues, ce sont des coups bas contre la démocratie qui méritent sanction.

A moins que nous ne soyons déjà résignés à ce que la Wallonie s'inscrive dans les traces d'un modèle de type mafieux : retard de développement, loi du silence, arrangements entre « amis ».

27.

L'interprétation des rêves est une tâche délicate qui a fait l'objet d'ouvrages savants. Le mien n'a pas l'air difficile à interpréter. Chacun peut toutefois mesurer qu'il y a loin du rêve à la réalité.

IL EST PERMIS DE REVER...

Octobre 2006

Il y a quelques mois, une enquête a montré qu'aux yeux d'une majorité des Wallons, le P.S. est un des éléments constitutifs du mal wallon.

Il y a quelques jours, un sondage d'opinion a établi que, pour 80 % des dirigeants d'entreprises, le P.S. est un obstacle au redressement économique de la Wallonie.

Bien qu'on en ait peu parlé, ces deux nouvelles n'ont cessé de tourner dans ma tête : que faire ? Alors, j'ai fait un rêve.

J'ai rêvé qu'au soir du 8 octobre, il allait se passer quelque chose. C'est un fait déjà pratiquement établi que, dans la plupart des grandes villes de Wallonie – Verviers, Liège,

Namur, Charleroi, Tournai – le P.S. n'aura pas ou n'aura plus la majorité absolue. Les électeurs auront fait la première partie du travail.

Il reviendra alors aux politiques de conclure les alliances pour constituer des majorités. J'ai rêvé que le MR, Le cdH, et les Ecolos allaient s'allier pour gérer les grandes villes wallonnes. Enfin, une alternative démocratique crédible à la pesanteur du P.S. ? Un très beau rêve, non ?

28.

Dans la foulée des élections communales de 2006, j'entonne avec vigueur, une nouvelle fois, mon couplet favori sur la nécessité de respecter le peuple souverain. Sus aux partocrates! Des trois cas que je dénonce, seul celui de Namur a reçu un véritable écho médiatique. Je suis toujours reconnaissant à Anne Humblet d'avoir eu le courage de le provoquer.

DU RESPECT, S.V.P.!

Janvier 2007

L'année 2006 qui s'achève a été marquée, sur le plan politique, par les élections communales.

En tout premier lieu, je veux joindre ma voix à celle de notre présidente, Nathalie de T'Serclaes, pour saluer les bons résultats du MCC et remercier toutes celles et tous ceux qui ont porté nos couleurs à cette occasion. Nos bourgmestres, nos échevins, nos conseillers, nos candidats méritent nos félicitations et nos remerciements.

En second lieu, je voudrais tirer quelques conclusions politiques, en particulier à propos de la constitution des majorités qui ont été mises en place après le dépouillement des bulletins de vote.

S'il est vrai que, dans la majorité des cas, les choses ont été faites proprement – c'est-à-dire en respectant les choix des électeurs – il y a eu quelques couacs retentissants, pour ne pas dire scandaleux.

Je songe en particulier à la ville de Namur où les deux partis battus, en l'occurrence le PS et malheureusement le MR, ont conclu, le soir des élections, un pacte de majorité manifestement sans rapport avec les tendances résultant des votes des électeurs. Il aura fallu tout le courage de la conseillère communale MCC, Anne Humblet, pour mettre fin à ce mauvais scénario et installer une nouvelle majorité plus conforme aux résultats de l'élection.

Je songe encore à la ville de Binche où une conseillère communale, malheureusement MR, a changé deux fois de camp (une fois avant l'élection, une fois après) et dont la voix va permettre l'installation au pouvoir de la liste PS, battue par les électeurs.

Je songe enfin à Tournai où MC Marghem, qui a battu le bourgmestre PS sortant en voix de préférence, est rejetée dans l'opposition à la suite de sordides pratiques partitocratiques.

Tout cela n'est possible que parce que notre système électoral donne aux partis, sauf le cas de majorité absolue, le pouvoir de disposer souverainement des voix des électeurs. C'est inacceptable et le MCC ne l'accepte pas.

C'est pourquoi nous proposons l'organisation d'un second tour pour les élections communales, sauf dans les cas où le premier tour aurait dégagé une majorité absolue, soit au bénéfice d'un seul parti, soit au bénéfice d'une alliance publiquement annoncée avant les élections, au moment du dépôt des listes.

La démocratie, c'est le peuple souverain, ce n'est pas le règne de la souveraineté des partis.

C'est dans cet esprit que je vous souhaite à toutes et à tous une excellente année 2007. Que cette nouvelle année soit une étape nouvelle sur la longue route qui doit nous conduire vers une démocratie plus respectueuse des droits des citoyens. Du respect, s'il vous plaît ! C'est notre demande. C'est notre exigence.

28.

Dans ce message aux électeurs, de facture très conventionnelle, je rappelle les fondamentaux du MCC : les performances de la partie francophone du pays sont mauvaises ; il faut une alternative au PS ; seul le MR a une chance de le devenir ; pour y parvenir le MR doit sortir de la tentation identitaire libérale et affirmer un projet réformateur. Je conclus par un éloge amical de Nathalie de T'Serclaes, co-fondatrice avec moi du MCC, qui s'est retirée des listes, dégoûtée par l'injustice !

VOTEZ BIEN. VOTEZ MCC.

Mai 2007

Le 10 juin prochain, vous serez appelés à choisir vos représentants à la Chambre et au Sénat. Je souhaite vous faire trois messages à cette occasion.

Allez voter ! Je sais bien que beaucoup d'entre vous, qui ont suivi avec passion les élections présidentielles en France, trouvent que, chez nous, les débats sont assez plats, les propositions plutôt floues, les perspectives d'alliances

franchement opaques. Mais ne vous trompez pas. Si nous voulons une Belgique prospère, solidaire et sûre, nous avons besoin de bons dirigeants belges. Ni Sarko, ni Ségo, ni François ne feront le travail chez nous.

Choisissez clairement votre camp ! Même si les choses ne sont jamais très claires dans notre pays, il y a au moins une évidence. Cela fait 50 ans que le PS domine politiquement la partie francophone du pays, et particulièrement la Wallonie. Les résultats sont connus : l'économie wallonne est à la traîne, notre enseignement est de piètre qualité, la gestion du logement social calamiteuse, le chômage massif... Il faut une alternative au PS, et il n'y a que le MR qui ait une chance de le devenir.

Soutenez franchement nos candidats ! Le MCC a la volonté d'être, au sein du MR, le mouvement qui rappelle en permanence la nécessité d'être une alternative au PS. Nos candidats rappellent aussi que pour y parvenir, le MR doit sortir des identités étroites issues du passé et vouloir rassembler sur un projet réformateur. C'est cela, il faut y insister, qui justifie notre intégration dans le MR.

Au Sénat, deux candidats du MCC figurent dans le premier rang des effectifs. Malheureusement, Nathalie de T'Serclaes n'est pas sur la liste. Victime d'une cabale indigne de quelques vieux libéraux sectaires, elle a préféré se retirer dignement et sérieusement. Chapeau, Nathalie !

Dans toutes les provinces (sauf le Brabant Wallon), vous pouvez voter pour un ou plusieurs candidats MCC à la Chambre.

Nos candidats ont besoin de vous.

Soutenez-les.

Votez bien. Votez MCC.

30.

Pour la première fois depuis l'instauration du suffrage universel, le PS n'est plus le premier parti de Wallonie. Le MR est devant. Je ne cache pas ma joie. La suite des événements m'apprendra à méditer le célèbre adage romain: « Vincere scis Hannibal. De victoria uti nescis » (Tu sais vaincre Hannibal. Tu ne sais pas concrétiser ta victoire).

HISTORIQUE!

Juillet 2007

Dans le Manifeste du MCC adopté à Wavre le 24 octobre 1998, j'avais écrit :

« Pour casser le corset qui ankylose la Wallonie, pour créer un appel d'air démocratique, nous affirmons qu'il est urgent et nécessaire de mettre fin à l'hégémonie que le PS exerce depuis des décennies sur le sud du pays. Notre ambition est clairement de déplacer le centre de gravité de la vie politique en Wallonie et, par voie de conséquence, dans l'ensemble du monde francophone de Belgique ».

Le 10 juin 2007, cette ambition est enfin réalisée. Pour la première fois depuis l'instauration du suffrage universel, le PS n'est plus le premier parti de Wallonie. C'est historique ! Le MR est aujourd'hui le premier parti en Wallonie et à Bruxelles.

Le mérite en revient bien sûr d'abord aux électeurs qui ont choisi d'une part de sanctionner sévèrement le PS, et d'autre part de renforcer le MR, seule formation politique démocratique à avoir, sous l'impulsion de Didier Reynders, mené une attaque frontale contre l'arrogance et les pratiques inacceptables du PS.

Le mérite en revient ensuite aux candidats du MR parmi lesquels les candidats du MCC, dont cinq ont été élus le 10 juin.

A la Chambre :

Philippe Collard, qui réalise un score personnel de 20.558 voix et conforte la première place du MR dans la province de Luxembourg.

Marie-Christine Marghem, qui obtient 18.479 voix de préférence et installe le MR devant le PS à Tournai.

Jean-Jacques Flahaux, qui devient, avec 9.156 voix de préférence, le cinquième élu du MR dans le Hainaut.

Au Sénat :

Richard Fournaux et Alain Courtois qui obtiennent respectivement 54.318 et 51.615 voix de préférence.

D'autres candidats du MCC, dont en particulier Anne Humblet à Namur avec 13.673 voix, réalisent d'excellents scores sans toutefois être élus.

Plus que jamais, le MCC confirme sa volonté de travailler au renforcement de toutes les forces du changement qui permettront enfin de sortir la Wallonie du rouge.

Mais il ne faut pas se tromper : gagner une bataille, aussi importante soit-elle, ne signifie pas que l'on a gagné la guerre. Aujourd'hui les Socialistes sont toujours au pouvoir à la Région wallonne, à la Région bruxelloise et à la Communauté française, dans la Communauté germanophone, dans quatre provinces wallonnes sur cinq... Sans parler des communes !

En réalité, les choses sérieuses ne font que commencer. La véritable échéance, ce sont les élections régionales de 2009. Mais dès à présent, nous avons pris l'avantage. Pour la première fois nous savons que nous pouvons gagner.

31.

C'est l'époque du grand « cafouillage » qui a suivi les élections de juin 2007: le cheminement chaotique des négociations de la coalition orange-bleue, les gaffes d'Yves Leterme, les ukases communautaires. Je suis partisan d'une coalition entre les libéraux et les chrétiens démocrates mais je doute déjà de la possibilité de sa mise en place. Par contre je mesure l'importance du décalage qui existe entre le nord et le sud du pays. Et je laisse entendre de manière très raide que le conservatisme institutionnel des Francophones s'explique par leur situation de « nécessiteux ». Je n'ai jamais aimé les positions purement défensives.

C'EST QUAND QU'ON VA OÙ?

Octobre 2007

Au lendemain des élections du 10 juin dernier, les choses semblent claires. Au nord du pays, nette victoire du cartel CD&V/NVA de Yves Leterme : au centre et au sud, succès historique du MR de Didier Reynders. Au Parlement fédéral, les familles chrétienne démocrate et libérale disposent ensemble d'une majorité de 81 sièges sur 150. A

l'évidence, la coalition orange bleue est la formule qui s'impose au vu des résultats électoraux.

Près de quatre mois plus tard, ça coince toujours ! Pire, les analyses les plus alarmistes remplissent les media belges et internationaux non seulement sur les chances de l'orange bleue, mais surtout sur les chances même de survie de l'Etat belge. Comme si les appréhensions de quelques-uns se transformaient progressivement en grande frayeur collective ! Mais que se passe-t-il donc dans notre pays ?

Il y a certes des raisons conjoncturelles qui compliquent la mise sur les rails de l'orange bleue : les réticences évitantes du CDH, les gaffes de Yves Leterme, l'inexpérience de plusieurs négociateurs, le ressentiment électoral entre sociaux-chrétiens et libéraux, le poids des extrémistes, ...

Mais il y a surtout un décalage profond entre les partis : les Flamands veulent tout de suite une réforme de l'Etat franchement radicale alors que les Francophones ne sont demandeurs de rien et ne semblent pas prêts à concéder grand-chose.

L'explication de ce décalage est – tragiquement – simple. La Flandre d'aujourd'hui est riche, consciente d'elle-même et bien gérée : la croissance économique y est soutenue, le chômage faible, l'enseignement de qualité, les budgets en surplus, ... Beaucoup de Flamands pensent que tout irait encore mieux si la Flandre était plus autonome, sinon indépendante. Du côté francophone et surtout wallon, la

situation est loin d'être aussi brillante : les Wallons représentent 33 % de la population belge, ils ne produisent que 25 % de la richesse nationale mais « consomment » 36 % des ressources collectives. La Wallonie a besoin des transferts en provenance de l'Etat fédéral. Son attachement au système actuel n'est pas seulement sentimental, il est aussi « nécessaire ».

Face à ce grand décalage l'orange bleue parviendra-t-elle à voir le jour ? Je l'espère toujours, sans pouvoir le garantir. De toute façon, nous finirons bien par avoir un gouvernement cette fois encore !

Reste l'avenir plus lointain. J'ai la conviction que notre pays ne trouvera un équilibre durable qu'à trois conditions :

- Il faut d'urgence sortir la Wallonie du rouge.
- Il faut pacifier dans le respect mutuel les conflits dans la périphérie bruxelloise.
- Il faut reconstruire une génération de responsables politiques à l'échelle de la Belgique.

Tout cela est difficile, certes, mais c'est faisable. Et il y a urgence. Les difficultés actuelles ont eu, en tout cas, le mérite de nous le rappeler. Le train ne sifflera pas trois fois....

32.

Ce billet, écrit en fait avant Noël 2007, précède de peu l'arrivée du bref gouvernement Verhofstadt début 2008. Je me crois toujours tenu de plaider pour une nouvelle réforme de l'Etat. Je pense au fond de moi que la Belgique ne tient que par le compromis et que les politiques flamands ont besoin d'en changer quasi tous les dix ans. A la longue, ça lasse. Je rêve du jour où les Francophones seront en état de passer à l'offensive.

QUE FAIRE MAINTENANT ?

Janvier 2008

Au moment où j'écris ces lignes, la Belgique n'a toujours pas de nouveau gouvernement. Après six mois de palabres, de tergiversations, de coups de gueule, la coalition qui semblait la plus logique après les élections est publiquement déclarée morte par ceux-là même qui avaient la responsabilité de la faire réussir. Quel gâchis !

A court terme, Guy Verhofstadt devrait proposer une formule inédite : un gouvernement d'affaires courantes

plus, un gouvernement transitoire, un gouvernement inattendu? Je n'en sais rien, mais vous le saurez peut-être le jour où vous me lirez.

Quoi qu'il en soit, cette crise politique, la plus longue de l'histoire de notre pays, doit nous faire réfléchir. Voici les conclusions auxquelles personnellement je suis arrivé, même si elles ne me plaisent pas.

- Une nouvelle réforme de l'Etat est – politiquement – nécessaire. Chacun a compris qu'il faudra se mettre à table, négocier dur mais conclure sur un accord.

- Au plus vite, au mieux. Si rien ne se produit avant 2009, il est à craindre que notre pays connaisse une période calamiteuse d'instabilité, de non gouvernance, de radicalisation communautaire.

- Pour faire aboutir une réforme de l'Etat, il faut une majorité qui dispose de deux tiers des voix au Parlement. Courir après des majorités de circonstances conduira à l'échec.

- La formule la plus adéquate pour former cette majorité est d'associer à tout le moins les Sociaux-chrétiens, les Libéraux e les Socialistes. C'est rageant mais c'est un fait! Les électeurs ont infligé une défaite au PS, ce sont les Flamands qui les ramènent au pouvoir avec leurs exigences.

- Pour que la future majorité soit solide, il faut que tous les partenaires soient sur un pied d'égalité. En cas de tripartite, le PS et le cdH seraient au pouvoir à la fois au fédéral et au régional. Le MR ne serait qu'au fédéral. C'est inacceptable. Les entités fédérées francophones doivent être élargies au MR.

- Pour ce qui concerne le poste de Premier Ministre, Yves Leterme me semble s'être disqualifié. Je préfère Didier ou Guy.

Voilà mes réflexions actuelles. Diffusez-les si vous les partagez, combattez-les si elles vous déplaisent.
Bon Noël et meilleurs vœux à notre pays.

33.

Yves Leterme préside son premier gouvernement. Le moins que l'on puisse dire est que mon enthousiasme n'est pas à la hauteur du temps qu'il aura fallu pour qu'il s'installe. Cela dit, je me trompe totalement sur le moment de la chute. Je n'ai pas vu venir la rupture du cartel CD&V/NVA.

FAIRE PART DE... ?

Avril 2008

Neuf mois, presque jour pour jour.

Neuf mois aura-t-il fallu aux responsables de cinq grands partis démocratiques pour accoucher d'un gouvernement fédéral !

Les réjouissances qui ont salué cette naissance ont-elles été à la hauteur de la longueur de l'attente ? Que non ! La presse est plutôt dubitative sinon critique, les manifestations de joie sont plutôt rares, les drapeaux belges disparaissent des fenêtres. A vrai dire, ce n'est pas l'euphorie qui domine, c'est le soulagement. Et encore, ce

soulagement est-il teinté de scepticisme voire d'inquiétude. Les commentaires portent moins sur la naissance du gouvernement qu'ils ne spéculent sur la date de sa chute : passera-t-il l'été ? Tiendra-t-il jusqu'aux élections régionales de 2009, peut-il survivre plus longtemps ? On dirait plus un faire-part anticipé de décès qu'un faire-part joyeux de naissance.

Que se passe-t-il donc pour expliquer cette sinistrose ? La réponse est simple. Le principal parti de la coalition a déjà fait savoir officiellement, en parfait accord avec son complice de la NVA, que sans accord sur une réforme substantielle de l'Etat pour le 15 juillet, il retirerait purement et simplement son soutien au Gouvernement que préside le premier des siens. On sait déjà que l'accord à conclure devra, à tout le moins, comporter :

- un transfert accru de compétences vers les entités fédérées, en particulier en matière d'emploi
- un accroissement significatif de la responsabilité financière des Régions
- la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Halle-Vilvorde.

La méthode est haïssable, le menu indigeste. Alors que faire ? C'est à la fois très simple et très difficile.

Ceux d'entre nous – j'en suis – qui tiennent à notre pays et veulent donner une chance à la Belgique fédérale, ne doivent pas hésiter : il faut s'asseoir autour d'une table et se mettre à discuter. Un refus francophone de toute

négociation ne serait pas plus acceptable que ne l'est le chantage flamand à l'incivisme gouvernemental: l'addition de deux pathologies conduira à l'impasse et l'impasse risque de conduire au pire.

S'asseoir à une table et discuter ce n'est pas une capitulation. C'est un acte de maturité démocratique et de responsabilité citoyenne dans lequel les deux parties devront faire des efforts: les Francophones doivent apprendre à ouvrir la porte, les Flamands à s'occuper de toute la maison et pas seulement de leurs chambres.

Faute de quoi il faudra se résoudre à un faire-part de ...

34.

Ce texte de fin juin 2008 traduit assez bien ma propre perplexité de même que celle des principaux responsables politiques francophones face aux demandes flamandes de réforme de l'Etat. Certes, nous savons résister et le « nonnisme » est d'un bon rapport en terme de popularité. Mais de quel projet d'Etat sommes-nous porteurs pour le futur ? N'avons-nous pas d'autres choix que d'être sans cesse acculés à négocier le cahier de charges des autres ? En réalité, nous construisons notre avenir à reculons.

PERPLEXITE, « MOUREAUSITE » ...

Juin 2008

La Belgique est, de toute évidence, un pays complexe, pour ne pas dire compliqué.

Essayez donc d'expliquer à un citoyen étranger que la ratification du Traité de Lisbonne implique, chez nous, un vote favorable dans six sinon sept assemblées parlementaires différentes ! Ce que vous lisez à ce moment dans les yeux de votre interlocuteur vous aidera définitivement à

comprendre comment on passe de la surprise à l'incrédulité, et de l'incrédulité à l'incompréhension.

Comme si cela ne suffisait pas, voilà que des choses surprenantes viennent ajouter une solide dose de piment à la perplexité régnante. Je veux parler ici des réactions des partis francophones aux revendications flamandes en matière de réforme de l'Etat.

Le fait est trop connu pour le réexpliquer encore : les partis flamands veulent une nouvelle et grande réforme de l'Etat : transfert massif de compétences aux Régions, large autonomie fiscale et financière, scission de l'arrondissement électoral de BHV (Bruxelles – Halle- Vilvorde).

Au début, les partis francophones ont crânement réagi : non, franchement on n'est demandeur de rien, on n'est pas prêt à grand-chose et, à vrai dire, on est très content de la situation actuelle.

Quelques mois de crise plus tard, le ton s'est fait plus conciliant. Je cite notamment Didier Reynders qui écrivait le 7 décembre dernier, concernant « le dialogue entre nos communautés » : « J'ai dit et répété quelles étaient les limites : il s'agit des limites du fédéralisme et nous n'acceptons pas de les franchir ! Nous voulons un Etat fédéral fort ! » Le ton est martial, la position est nette, l'attitude est forte.

Depuis lors, et quelques crises supplémentaires aidant, les Francophones se sont concertés et ont, d'après leurs propres dires, défini une position commune. Laquelle ? Allez savoir.

Toujours est-il qu'à la mi-juin, Philippe Moureaux, vice-président du PS, vient de franchir une étape : « Essayons de négocier une nouvelle Belgique, sur une base confédérale... Je brise un tabou, je sais. Mais je pense qu'il faut s'ouvrir aux revendications flamandes... Seul le fédéralisme peut encore sauver la Belgique ! »

Mais que veulent donc réellement les partis francophones ? Allez savoir.

Perplexité, « Moureausité ! »...

35.

Ce petit billet de circonstance, écrit à l'occasion de la célébration à Wavre, du 10e anniversaire du MCC me donne l'occasion d'exprimer publiquement ma gratitude à l'égard de Nathalie de T'Serclaes et de Pierrette Cahay, qui m'ont accompagné depuis les premières heures du mouvement. Je salue aussi, sans les nommer, des adhérents plus récents avec lesquels, semble-t-il, les liens personnels n'ont pas la même intensité.

J'aborde enfin une question clé : si c'était à refaire, le referions-nous? Relisant attentivement aujourd'hui ce que j'ai écrit à l'époque, il m'apparaît que mes propos confirment davantage l'analyse que le choix lui-même. La dernière phrase d'ailleurs ne se termine-t-elle pas par un point d'interrogation?

RENDEZ-VOUS DANS DIX ANS!

Octobre 2008

Merci, merci à toutes et à tous. Ce sont les premiers mots qui me viennent à l'esprit au moment de célébrer avec vous le 10^e anniversaire du MCC.

Merci à vous, fondateurs, fondatrices de la première heure qui avez pris le risque, il y a dix ans, de vous engager dans cette aventure à laquelle les commentateurs politiques prédisaient une fin précoce. Et un merci tout spécial, vous le comprendrez pour mes deux collègues parlementaires du PSC, Nathalie de T'Serclaes et Pierrette Cahay qui, les premières, ont franchi le Rubicon avec moi.

Merci à vous, adhérents plus récents qui venez, année après année, nous rejoindre et apporter à notre Mouvement du sang neuf et des idées nouvelles. L'Évangile, vous le savez, réserve la même part aux ouvriers de la dernière heure qu'à ceux de la première.

Dix ans plus tard, on doit se poser une question : si c'était à refaire, le referions-nous ?

Personnellement, je suis convaincu qu'il est plus nécessaire que jamais de construire une force politique francophone capable de mettre fin durablement à l'hégémonie que les socialistes ont exercée pendant près d'un siècle sur le Sud du pays. La Wallonie n'est pas encore sortie du rouge : sa croissance économique reste faible, son taux de chômage trop élevé, sa contribution à la richesse nationale en régression. Et chacun sent que le sort de Bruxelles et de sa périphérie sera au cœur des grandes négociations institutionnelles des prochaines années.

L'évidence est là : une puissante force politique réformatrice est une nécessité à la fois pour notre développement et pour la défense des francophones.

Encore faut-il qu'il s'agisse d'un vrai mouvement réformateur, démocratique, ouvert accueillant et non d'une simple resucée d'un mouvement politique du 19^e siècle.

Vous l'avez compris, il y a encore du pain sur la planche.

Alors, rendez-vous dans dix ans ?

36.

A l'occasion de la célébration à Wavre du 10^e anniversaire de la création du MCC, je renouvelle, avec un brin d'emphase, la profession de foi du mouvement. « Etre MCC, c'est être assez libéral pour encourager le dynamisme, l'esprit d'entreprise, la concurrence loyale, la réussite. Mais c'est aussi – et aussi fort – être assez social pour veiller à ce que tout le monde bénéficie de la solidarité de tous ». En réalité, je répète quasi mot pour mot ce que j'ai dit pendant 15 ans comme président du PSC.

RETROUVER L'APPETIT DE L'AVENIR

Extraits du discours de Gérard DEPREZ à l'occasion de la célébration du 10^e anniversaire du MCC

Octobre 2008

(...) Sur le plan institutionnel, la situation est elle aussi délicate – et le mot est faible – et elle entraîne les spéculations et les peurs les plus folles. Je rencontre chaque jour au Parlement européen des collègues qui me demandent si la Belgique existe toujours. Il faut sortir d'urgence de cette frénésie du pire. Ce pays est le nôtre et je veux qu'il le reste.

Pour y arriver, il y a quelques principes simples à respecter :

1. Il faut – même si nous ne sommes pas demandeurs – accepter de s’asseoir à table et de négocier une nouvelle réforme de l’Etat. Vouloir la Belgique, c’est accepter de la réussir avec ceux des Flamands – et ils sont majoritaires – qui, eux aussi, veulent qu’elle réussisse.

2. Ce sont les modérés qui doivent donner le ton. Les extrémistes de la NVA étant sortis de la négociation, les francophones ne doivent pas continuer à raisonner dans la logique du pire.

3. Il n’y a pas d’autonomie sans responsabilité. Bien sûr la solidarité financière est une nécessité entre les régions les plus riches et celles qui le sont moins. Cette solidarité existe dans tous les Etats fédéraux ou fédérés – et c’est une pierre angulaire de la construction européenne.

Mais une fois que cette solidarité est garantie – de manière sérieuse et transparente – les Régions doivent assurer le financement des politiques qu’elles mènent et des choix qu’elles font. Le fédéralisme de consommation est une fausse solution : il ne stimule pas, il endort, il déresponsabilise, et, en déresponsabilisant, il crée une mentalité d’assisté.

4. Le fédéral doit être correctement financé. Nous voulons tous, du côté francophone, le maintien d’un système fédéral de sécurité sociale. Nous avons raison. La solidarité entre les personnes, en particulier dans les périodes

délicates – maladie, invalidité, chômage, vieillesse – est ce qui constitue et qui justifie l'existence d'un Etat démocratique moderne.

Mais cette solidarité pour qu'elle soit réelle, il faut qu'elle dispose d'un financement adéquat.

Je crois profondément qu'il y a au nord, au centre et au sud du pays, assez de responsables politiques modérés, intelligents et responsables pour relever ces défis et négocier un nouveau compromis des Belges, mais il est temps qu'ils s'y mettent.

Troisième grand défi à relever : rendre confiance dans l'avenir. (...) Il faut retrouver l'appétit de l'avenir, réapprendre à mordre dans le futur comme dans un fruit, viser l'excellence. Et il faut le faire en pensant à tous les citoyens.

Etre MCC, c'est vouloir une société dynamique, performante, mais aussi solidaire.

C'est être assez libéral pour encourager le dynamisme, l'esprit d'entreprise, la concurrence loyale, la réussite.

Mais c'est aussi – et aussi fort – être assez social pour veiller à ce que tout le monde bénéficie de la solidarité de tous, et plus particulièrement encore dans les périodes les plus difficiles.

Etre MCC c'est avoir l'appétit de l'avenir et dresser la table pour que tous puissent manger à leur faim. C'est tout le bonheur que je vous souhaite.

37.

Malgré le peu d'enthousiasme que me procure le gouvernement Leterme, je tiens à saluer la manière avec laquelle il a fait face à la tornade financière de l'automne 2008. Le coût est certes élevé, mais les dégâts restent limités et l'essentiel est préservé. Par contre, le plus dur reste à venir : le virus financier a contaminé l'économie réelle, la récession s'installe. Dans mon for intérieur, j'enrage de n'avoir rien vu venir, même si nous sommes nombreux dans ce cas. Combien d'économistes myopes ou aveugles y a-t-il dans le monde ? Et combien de scélérats dans les banques.

2009 : SOUS LE VENT...

Janvier 2009

L'année 2008 vient de s'achever.

Sur le plan politique, cela n'a pas été un grand cru, plutôt de la piquette.

Après des mois et des mois de convulsions communautaires en 2007, dont notre pays est sorti meurtri à l'intérieur et abîmé au dehors, nous avons connu un

– trop – bref répit salutaire, avec le gouvernement de Guy Verhofstadt.

Par la suite, un gouvernement hétéroclite a été mis en place, associant des partis qui ont, comme principal point commun la détestation mutuelle. Ce piètre équipage a traîné les pieds jusqu'à l'été sans rien faire qui mérite d'être signalé.

Et puis, à l'automne, cet attelage a priori prédestiné au pire, a connu un sursaut imprévu à l'occasion de la grave crise financière qui a ébranlé le monde. En quelques week-ends, de fin septembre à début octobre, il a su faire face tant bien que mal aux menaces qui risquaient d'emporter nos fleurons bancaires : Fortis, Dexia, Ethias, KBC, ... Côté mal, des milliers d'actionnaires ont été saignés, certains même sont complètement ruinés. Côté bien, les petits épargnants sont rassurés, les scandaleux parachutes dorés ont du plomb dans la toile, des dirigeants prétentieux ont été remerciés sans égard, les autorités commencent à comprendre la nécessité de réguler des institutions auxquelles elles ont laissé trop longtemps la bride sur le cou. Bref, autant de raisons de râler que d'espérer selon l'humeur de chacun.

Voici 2009. A quoi devons-nous nous attendre ? A coup sûr, à de solides coups de vent. A l'instar d'un puissant virus, la crise financière a contaminé l'économie réelle. Nous sommes entrés en récession : les entreprises rationalisent et licencient, donc le chômage augmente ; les

citoyens se serrent la ceinture ou dopent leur épargne, donc les ventes (voir l'automobile) s'effondrent ; les plans de relance exigent de gros moyens, donc les déficits publics se creusent ; les prix de l'énergie et des matières premières s'affaissent, donc l'inévitable remontée sera rude.... Il y a intérêt pour tous à se serrer les coudes.

Sur le plan communautaire, il n'y a pas d'éclaircie en vue. Tous les partis affirment leur disponibilité à négocier une grande réforme de l'Etat, mais ils sont incapables de s'accorder sur la moindre mesure concrète. Cette disponibilité virtuelle et cette incapacité réelle vont, à l'évidence, cheminer de pair en 2009.

Deux vraies bonnes nouvelles tout de même ; le décret scélérat sur les inscriptions scolaires est « liquidé », le MCC a célébré avec faste son dixième anniversaire !

Vous le voyez, le pire n'est pas toujours sûr. Il y a toujours une lumière au bout du tunnel.

C'est dans cet esprit que je souhaite à chacune et à chacun d'entre vous, une très bonne année 2009.

38.

Nous sommes à deux mois des élections régionales et européennes de juin 2009. Je sens très vite que les socialistes, assez mal en point dans les sondages, vont faire le procès du libéralisme, fauteur de crise. D'où le contre-feu que j'essaie d'installer en réponse aux allégations outrancières du président du PS. Malheureusement ma voix ne porte pas assez loin et le MR ne prendra pas collectivement le relais. De chasseur, nous devenons gibier. La machine à perdre est en route.

BETE ET MECHANT

Avril 2009

Au moment où j'écris ces lignes, nous sommes à deux mois, presque jour pour jour, des élections régionales et européennes du 7 juin. Les états-majors des partis politiques se préparent activement à l'affrontement : les congrès de lancement de la campagne se sont succédé, les noms des principaux candidats ont été dévoilés, les équipes de colleurs préparent leurs seaux et affûtent leurs pinceaux.

Il manquait jusqu'à présent l'essentiel : le combat d'idées, la confrontation publique des projets. A l'évidence, cela démarre plutôt mal. J'en veux pour preuve la récente interview qu'Elio Di Rupo, président du PS, vient de donner fin mars à un grand journal de la capitale.

Sous le titre « Le libéralisme, ça suffit », le président du PS nous offre une analyse d'une rare malhonnêteté intellectuelle.

Dire, comme il le fait, « qu'à l'échelle de l'Europe, l'idéologie libérale crée de grands oligopoles économiques, ne garantit pas la concurrence, ne profite pas aux citoyens... », c'est à la fois bête et malhonnête.

Malhonnête, parce qu'il doit savoir que la lutte contre les oligopoles et le respect intraitable des règles de la concurrence sont non seulement des principes essentiels du libéralisme économique, mais des éléments fondateurs des traités européens. En réalité, Elio Di Rupo confond délibérément les dérives du capitalisme mondialisé qui sont à l'origine de la crise actuelle et les principes du libéralisme qui est une doctrine politique.

Ecrire ensuite, comme il le fait, que « le ministère des finances est parmi les plus mal gérés du pays. Plus, depuis qu'il existe, il n'a jamais été aussi mal géré », c'est de la bêtise pure et de la méchanceté gratuite. Pourquoi pas depuis le déluge ?

En matière de bonne gouvernance, faut-il lui rappeler ce qui s'est passé à Charleroi, ce qui vient de se passer à Huy, ce qui se passe à la Région wallonne avec les trains de nominations partisans ?

Mais le pire est à venir, à propos du décret scélérat sur les inscriptions dans les écoles. Elio Di Rupo ose dire : « Certains croyaient qu'ils pourraient à jamais utiliser l'argent public pour inscrire leurs enfants dans des écoles jusqu'à 2010, 2013 et se retrouver dans celles réservées aux classes riches de la société belge ». Ici, on n'est plus dans la bêtise et la méchanceté, on entre de plain-pied dans le mépris, pire, dans la haine de classe. Pauvre Di Rupo.

La conclusion à tirer de cette lamentable interview est très claire : le PS n'est pas en état intellectuel de gouverner. Le PS est tétanisé par la peur de perdre, il n'a pas assez d'idées pour mériter de gagner.

39.

Dès les résultats connus, je tire sans complaisance les leçons des élections de juin. Défaite en voix, défaite en sièges, défaite politique. J'en esquisse les raisons et je propose trois mesures : mettre fin au cumul présidentiel, faire fonctionner les organes de décision, développer une stratégie d'ouverture en lieu et place d'un repli identitaire. La garde présidentielle aussitôt serre les rangs. Je reste quasi seul avec mes rêves de changement. Dans l'aventure, j'ai perdu mon mandat de parlementaire européen. J'entame un deuil politique difficile et sans doute de longue durée.

REVES DE CHANGEMENT...

Juillet 2009

Disons-le tout net, le 7 juin n'a pas été une bonne journée pour le MR.

En réalité, nous avons subi une triple défaite.

Une défaite en voix d'abord : nous perdons plus de 14000 voix par rapport aux élections régionales de 2004 et plus de 150000 voix par rapport aux législatives de 2007. Nous

redevenons certes le premier parti à Bruxelles, mais cela vient de ce que le PS perd beaucoup plus que nous.

Une défaite en sièges ensuite: nous perdons un siège en Wallonie, un à Bruxelles et un au Parlement européen.

Une défaite politique enfin: l'objectif affirmé, proclamé même, de devenir le premier parti en Wallonie est loin d'être atteint. Les « infréquentables », malgré leur incontestable défaite restent, et de loin, le premier parti en Wallonie et en Communauté française.

Quelles sont les raisons de cet échec ?

Bien que j'aie déjà eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet dans les media, je tiens à résumer mon analyse à votre intention.

Notre président, Didier Reynders, a été perçu par beaucoup comme un homme arrogant, ce qui les a détournés de nous. Nous avons passé plus de temps à attaquer les « infréquentables » qu'à développer les priorités de notre programme. Nous avons perdu la bataille idéologique: aux accusations de « crise libérale » et de risque de « bain de sang social » nous n'avons pas su élaborer de réponse crédible. De rassurants que nous aurions pu être, nous sommes ainsi devenus inquiétants. A force de taper sur l'un et d'ignorer les autres, nous nous sommes retrouvés isolés, sans partenaire potentiel.

Que faire maintenant ?

La première question qui méritait d'être posée a déjà trouvé sa – mauvaise – réponse. Didier Reynders a fait part publiquement de sa volonté de rester tout à la fois président du MR, vice-Premier et Ministre des Finances. Je persiste à penser que ce cumul est préjudiciable au MR. Tant qu'il persistera, nous peinerons à changer notre image.

Le fonctionnement interne du MR doit être revu. Les Congrès ressemblent plus à des « shows » qu'à des assemblées délibératives. Les organes de décision du MR prévus par les statuts ne sont quasiment jamais réunis. Seuls les parlementaires ont voix au chapitre, la société civile et les militants sont laissés pour compte.

Le Mouvement Réformateur doit retrouver la dynamique qui a présidé à sa naissance : fédérer les forces du changement. Au lieu de cela, ces derniers temps, le repli identitaire a supplanté totalement l'esprit d'ouverture. Il y a, du moins j'en ai la conviction, beaucoup de citoyens prêts à être de vrais Réformateurs sans pour autant se définir comme des Libéraux. Il est urgent de leur rendre l'appétit de nous rejoindre sans forcer leur identité.

Si le MR se décide à relever ces défis, nul doute qu'il retrouvera élan, vigueur et succès !

Dans le cas contraire, que restera-t-il des rêves de changement du MCC ?

C'est ici que commence ce qui deviendra l'un des événements les plus dramatiques de la jeune existence du MR. J'ai mis les vacances à profit pour réfléchir, j'ai passé en revue les résultats des derniers scrutins, relu la presse, rencontré des gens. Fin août, mon jugement est fait, ma décision est prise. Le MR, pour se redéployer a besoin d'un acte «cathartique». Je n'en vois pas d'autre que la mise en cause du cumul présidentiel perçu, à tort ou à raison, comme le nœud gordien qu'il faut dénouer. Après avoir consulté les parlementaires MCC, je propose au Parlement des animateurs du MCC qui l'adopte, la motion politique dont le texte figure dans les pages qui suivent.

MOTION ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT
DES ANIMATEURS DU MCC LE 12-09-2009

Extraits de la Motion

Septembre 2009

I.

Dans toute société démocratique, les élections constituent le moment par excellence d'expression de la souveraineté du peuple : celui où les citoyens jugent leurs représentants,

manifestent leur volonté de continuité ou de changement, choisissent leurs élus ou les sanctionnent.

C'est pourquoi il est essentiel d'en analyser les résultats avec lucidité et rigueur.

L'honnêteté intellectuelle oblige ainsi de reconnaître que les élections du 7 juin 2009 ont représenté pour le MR un triple échec. [...]

II.

Au vu de ces résultats, que des responsables du MR ont cherché, au départ, à minimiser sinon même à camoufler maladroitement, plusieurs mandataires, de nombreux militants et de plus en plus de citoyens ont commencé à manifester publiquement leur mécontentement à travers de nombreuses critiques.

Toutes ces critiques ont fini par se cristalliser sur la question du cumul présidentiel.

III. [...]

IV.

Reste que, vu l'annonce par Didier Reynders que d'ici au printemps 2010, il continuera de cumuler fonction présidentielle et fonction ministérielle, et qu'au cas où il devrait y renoncer, il choisira la présidence, le MR risque de se transformer en bouilloire sous pression, à la merci du moindre coup de chaleur.

Pendant des mois, le débat sur le cumul - qui masque en réalité le débat sur la présidence - va empoisonner la vie du MR et engendrer une « drôle de guerre » des clans entre partisans et adversaires de la légitimité présidentielle.

Tout l'effort de relance doctrinale et programmatique risque d'être parasité, voire même paralysé, par cet état de fait qui produira inévitablement des affrontements, voire des déchirures. La machine à perdre sera mise en mouvement.

V.

Le MCC est d'avis qu'il ne faut pas s'engager dans cette voie. La question présidentielle doit être tranchée d'abord. Entre un président qui annonce qu'en toute hypothèse il restera et ceux qui pensent que l'urgence est de changer de président, le chemin proposé ne peut conduire à aucun compromis honorable.

Pour trancher ce dilemme, il n'y a qu'une voie : celle de la démocratie. La question présidentielle ne peut être tranchée que par ceux-là mêmes qui ont le pouvoir statutaire de choisir le président, à savoir les membres du MR.

Le mieux serait sans doute d'organiser immédiatement une élection présidentielle en bonne et due forme. Il suffirait pour cela que le président accepte de remettre volontairement son mandat en jeu.

Dans l'éventualité où il ne serait pas disposé à le faire, il existe une autre possibilité qui correspond parfaitement à la philosophie du MR et qui pourra apporter démocratiquement clarté et apaisement : le referendum ou la consultation populaire.

A défaut d'élections présidentielles en bonne et due forme, le MCC demande que soit organisée d'urgence une consultation de l'ensemble des membres du MR portant sur le cumul présidentiel.

.[]

41.

Je retrace, à l'intention de nos adhérents, l'historique des événements qui ont précédé et suivi l'adoption de notre motion politique. Je le fais très factuellement. Tout au plus peut-on discerner un certain désappointement dans la phrase «Didier Reynders peut continuer à cumuler». Personne n'imagine à ce moment les événements qui vont se produire suite à la défenestration de Christine Defraigne de sa fonction de chef de groupe MR au Sénat.

A TORT OU A RAISON

Octobre 2009

1. Vous découvrirez dans les pages intérieures de ce numéro les passages essentiels de la motion politique adoptée par le Parlement des Animateurs du MCC lors de sa réunion du 12 septembre.

Je crois utile de vous rappeler ici la séquence des événements qui ont abouti à la rédaction de ce texte.

2. Lors de la dernière réunion du Parlement des Animateurs avant les vacances, nous avons consacré plus

de trois heures à l'analyse des résultats des élections du 7 juin, – avec l'aide éclairée de M. Pascal Delwit, politologue bien connu et reconnu. Cette analyse a donné lieu à un débat très franc et très animé entre nous au terme duquel nous avons convenu de nous revoir à la rentrée pour répondre à trois questions qui avaient structuré la plupart des interventions :

- Quel leadership pour le MR ?
- Comment améliorer le fonctionnement démocratique du MR ?
- Quelles priorités du MCC pour le programme réformateur ?

3. Début septembre, j'ai pris l'initiative d'organiser une réunion informelle avec les parlementaires et les membres de la Présidence du MCC, pour parler très librement de ces questions et pour dégager les grandes orientations de la motion à soumettre au Parlement.

Dans une atmosphère de grande convivialité et de totale franchise, chacun a fait part de ses réflexions, de ses commentaires, de ses suggestions.

4. Le samedi 5 septembre, je me suis rendu aux Estivales du MR à Redu où j'ai eu la surprise et le plaisir d'entendre ce que je considère comme le meilleur discours de Didier Reynders. Lisant un texte sobre, bien structuré, avec des mots justes, le président du MR a, dans cette intervention répondu (à l'avance si je puis dire) à deux de nos questions. Il a pris l'engagement de réunir régulièrement les instances légitimes du MR – le Bureau et le Conseil – chose

que nous n'avons cessé de réclamer depuis près de 3 ans. Puis il a annoncé le lancement d'une grande opération de redéploiement doctrinal et programmatique du MR, culminant, au début 2010, dans un grand Congrès participatif « Le Printemps des Réformes ». Parfait pour nous. Sur la question controversée du leadership par contre, il a clairement fait savoir qu'il resterait, quoi qu'il arrive, à la tête du MR jusqu'au terme de son mandat, à savoir 2012.

5. Pendant les jours qui ont suivi, je me suis appliqué en concertation avec Marie Christine Marghem, secrétaire politique du MCC, à rédiger un projet de motion qui, par la force des choses ne portait plus que sur la question délicate du leadership. Notre raisonnement a été tout simple : pour réussir le redéploiement du MR que nous voulons, il faut que la sérénité revienne dans les rangs et que cessent au plus tôt les débats publics sur la légitimité du président, débats qui empoisonnent la vie interne du mouvement et le décrédibilisent dans l'opinion publique.

D'où notre proposition d'organiser dans l'immédiat, soit une élection présidentielle en bonne et due forme, soit une consultation des membres du MR, portant sur le cumul présidence/gouvernement.

6. Ce projet de texte a été présenté le jeudi 10 à l'Exécutif du MCC qui, à quelques corrections près, a marqué son accord pour qu'il soit présenté au Parlement des Animateurs. Celui-ci l'a approuvé à l'unanimité moins deux abstentions le 12 septembre. Pendant le week-end, les medias ont largement fait écho à cette prise de position.

7. Le lundi 14 septembre, les instances statutaires du MR, le bureau d'abord, le Conseil ensuite, ont débattu pendant 4 heures de nos propositions. Au terme de ces discussions, il est apparu que seule une minorité, significative, pouvait se ranger à nos côtés. La majorité a tranché : il n'y aura pas d'élections à la présidence à court terme, pas de consultation populaire, Didier Reynders peut continuer à cumuler.

8. Avons-nous eu raison de poser le problème ? Avons-nous eu tort de vouloir faire appel au suffrage universel des membres ?
Seul l'avenir le dira.

Ce qui est certain en tout cas, c'est que nous avons fait ce que, en conséquence, nous estimions devoir faire.

42.

Fin 2009, début 2010, le climat politique belge connaît une période de relatif apaisement. Les médias rivalisent d'éloges à l'égard de Herman Van Rompuy, élevé à la dignité présidentielle du Conseil européen.

Yves Leterme revient après avoir fait ses gammes sur la scène internationale. Jean-Luc Dehaene s'occupe discrètement des communes à « difficultés » autour de Bruxelles.

Pour ma part, je brosse à grands traits dans ce message de nouvel an les défis politiques à relever dans le futur. Ce texte est une assez bonne synthèse de mes préoccupations et de mes fantasmes politiques actuels.

LES YEUX GRANDS OUVERTS

Janvier 2010

Nous entrons dans la dernière année de la première décennie du troisième millénaire. Le monde change à une vitesse inconnue jusqu'ici. A ce rythme, il est préférable de regarder devant pour trouver le chemin. Les yeux grands ouverts face aux défis.

Notre planète se réchauffe. C'est un fait indiscutable. Si rien ne change, les scénarii les plus optimistes prévoient deux degrés supplémentaires en moyenne d'augmentation de la température sur la terre d'ici à 2010. Chez nous, en vertu de la thermodynamique, cela signifie quatre degrés ! Les bouleversements seront considérables. Nous devons changer de sources d'énergie, de type de mobilité, de mode de construction, de style de consommation.

Le capitalisme financier redresse la tête. Malgré les ravages de la crise qu'ils ont provoqués, revoici les traders, les bonus, les opérations spéculatives, les produits hasardeux. Sans règles, le capitalisme déraile. Nous devons le réguler, encadrer les opérateurs, sanctionner les écervelés, éliminer les galeux.

L'Europe patine. Malgré l'arrivée de notre Herman national, le souffle manque. Toujours pas de gouvernement économique de la zone euro, pas de politique énergétique commune, pas d'Europe sociale, pas de politique industrielle digne de ce nom. Nous devons ranimer la flamme, réenclencher les mécanismes de l'intégration, relancer l'Europe politique.

La Belgique est à la peine. De nouveau les problèmes communautaires reprennent possession du débat public, alors même que le chômage fait des ravages terribles. Maudire les gens du Nord ne nous aidera pas. Leur céder purement et simplement serait pire. Nous devons accepter de

négociier et forcer un compromis honorable. La Belgique n'existe que dans le compromis. C'est lassant sans doute.

La Wallonie se hâte trop lentement. La nouvelle majorité est lente au démarrage, la pédale d'hésitation est plus utilisée que celle de l'accélération. Et pourtant, le taux d'investissement est trop faible, nos infrastructures sont mal entretenues, nos routes sont dégradées, la formation de nos jeunes est sévèrement jugée à l'extérieur. Nous devons hausser le niveau de nos ambitions, être plus exigeants avec nous-mêmes, plus professionnels, plus rigoureux.

Les minarets s'installent chez nous, comme dans toute l'Europe. De même que le voile, et parfois la burqa ! Il y a aujourd'hui 20 millions de Musulmans en Europe. 50 millions en 2050, sans parler de l'adhésion éventuelle de la Turquie. Nous devons apprendre à les connaître et à les respecter. Comme ils doivent apprendre à nous respecter et à respecter nos valeurs, les droits fondamentaux, l'égalité entre les hommes et les femmes, la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel. Cela ne sera pas simple, cela prendra du temps. Mais il n'y a pas d'autre choix.

Vous le voyez, l'histoire n'est pas finie.
L'humanisation de l'homme recommence tous les matins.

Que 2010 soit l'année de la lucidité, de l'engagement, du changement.

Meilleurs vœux à toutes et à tous.

43.

Au fil des années, je suis devenu de plus en plus conscient de l'importance des phénomènes migratoires pour l'avenir de chacun de nos pays et pour l'ensemble de notre continent. Nos sociétés qui sont déjà beaucoup plus diversifiées « ethniquement » que par le passé, le seront encore davantage à l'avenir. Le processus d'ajustement mutuel entre les « autochtones » et les « allochtones » devient un chantier majeur pour la cohésion de nos sociétés.

Ma conviction personnelle est que nous n'avons pas assez investi jusqu'à présent dans les politiques d'intégration : les discriminations entretiennent la méfiance sinon la peur. Mais je crois aussi qu'il est nécessaire de fixer légalement des limites à l'expression ostentatoire des identités ou des convictions. C'est ce que je commence à développer dans ce dernier texte, écrit en avril de cette année.

LA FORCE DE LA LOI

Avril 2010

Chacun d'entre nous en fait l'expérience presque chaque jour : nos sociétés deviennent de plus en plus diversifiées.

Je veux dire par là, qu'à côté des habitants de souche, il y a de plus en plus d'habitants dont les ascendants, ou eux-mêmes, sont originaires d'ailleurs. Un ailleurs qui est lui aussi de plus en plus diversifié : après les vagues d'immigrants originaires d'Europe du Sud au 20^e siècle (Italiens, Espagnols, Portugais, Grecs) nous avons vu arriver des immigrants du Maroc, de Turquie, de l'Afrique noire, puis des Balkans, d'Irak, d'Afghanistan, d'Inde.

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas propre à l'Europe. Ainsi, d'après les démographes, si les tendances migratoires actuelles se poursuivent aux USA, ce pays « perdra sa majorité blanche » d'ici à 2050, au plus tard. A coup sûr, le changement est en route et il est de taille !

Ces nouveaux habitants – dont le nombre devient difficile à évaluer du fait qu'ils sont nombreux à adopter ou à recevoir la nationalité du pays où ils vivent – apportent avec eux des usages, des coutumes, des croyances, des comportements différents de ceux des « autochtones ».

Certaines de ces coutumes, pour singulières qu'elles soient à nos yeux, sont acceptées sans difficultés. Ainsi en est-il des boubous aux couleurs vives des mamas africaines, du somptueux turban d'un sikh, ... Notre cuisine s'enrichit : le couscous et la tajine rivalisent aujourd'hui avec la pizza ou la paëlla. Le Ramadan a les honneurs des journaux télévisés. La liste est déjà longue et elle continuera à s'allonger.

D'autres coutumes ou pratiques ont soulevé ou soulèvent plus de problèmes. Ainsi a-t-il été nécessaire d'encadrer l'abattage rituel des moutons pour des raisons qui tiennent à la fois à l'hygiène, à la protection de l'environnement et au bien-être animal. Plus récemment, dans le Nord de la France une soudaine polémique a éclaté quand la chaîne de restauration rapide Quick a exclu, dans une dizaine de ses points de vente, la viande de porc au profit d'une viande « certifiée hallal ». De manière étrange, pour certains, le porc est devenu un élément de l'identité nationale !

Il y a enfin certaines coutumes ou certains comportements qui posent de vrais problèmes.

Je ne parle pas ici des mutilations génitales imposées aux femmes ou des crimes d'honneur : ce sont des crimes qui relèvent du Code pénal et sont poursuivis à ce titre.

Je vise essentiellement certains usages vestimentaires féminins : le voile ou foulard, le niqab qui ne rend visible que les yeux, la burqa qui recouvre tout.

En ce qui concerne le niqab et la burqa, je pense que notre pays s'engage dans la bonne voie : la loi doit en interdire le port dans tout l'espace public, où l'identification par le visage doit être la règle pour tous et pour toutes. Pour ce qui concerne le voile, le débat fait toujours rage. Ma position personnelle est claire : la règle doit être la liberté absolue de le porter, hormis les cas explicitement prévus par la loi ou les règlements. Ainsi je pense que la loi (ou

le décret) devrait en interdire l'usage dans l'enseignement public, au nom de la neutralité, et dans les services publics, au nom de l'impartialité de l'Etat. Cela vaut évidemment pour tous les autres signes du même ordre attachés à d'autres croyances ou convictions.

D'une manière générale d'ailleurs je pense qu'à l'avenir la force de la loi devra se développer davantage. Quand les croyances ou les convictions deviennent des facteurs de discorde, c'est à la loi, qui s'applique indistinctement à tous, qu'il appartient de définir les règles du vivre ensemble.

POSTFACE

Au terme de cette chronique 2000-2010, me relisant de manière critique, j'éprouve des sentiments quelque peu mélangés.

Sur le plan du contenu, le compte y est : la plupart des textes tiennent la distance ; ils traduisent fidèlement ce que j'ai pensé et continue de penser sur les sujets traités. Devrais-je les refaire aujourd'hui, je les écrirais pour l'essentiel de la même manière qu'à l'époque.

Il me faut toutefois admettre de vraies imperfections. Certains des textes – il s'agit surtout des coups de gueules et des clins d'œil – sont à ce point liés à l'actualité du moment qu'ils en perdent une bonne partie de leur intelligibilité et donc de leur intérêt. Les charges, si elles sont toujours franches, ciblent de manière exclusive le même camp politique. L'autocritique est réduite à la portion congrue, l'emphase n'est pas toujours absente.

Cela étant, il apparaît clairement que les textes considérés dans leur ensemble, comportent deux volets très différents.

Le premier volet comporte une interrogation récurrente sur la pertinence du vecteur politique.

Certes, d'un côté, je confirme expressément l'analyse qui a conduit, à la fin des années 90, l'ancien président du PSC que j'étais, à fonder le Mouvement des Citoyens pour le Changement (MCC) et à l'arrimer au Mouvement Réformateur (MR). Ma conviction d'alors n'a pas faibli en intensité, que du contraire : j'estime souhaitable et même nécessaire, dans l'intérêt de la démocratie, de la Wallonie, de notre pays, qu'il y ait une force politique francophone capable de contester la position dominante du PS.

Mais, d'un autre côté, je pose ouvertement, à plusieurs reprises, la question de savoir si le MR veut réellement se donner les moyens de devenir cette force alternative. Tout parti, pour exister, a besoin d'un principe d'identité, qu'il soit chrétien, libéral, socialiste, vert ou quoi que ce soit d'autre. Mais il ne peut croire que s'il dispose en outre d'un principe d'expansion, susceptible de rassembler au-delà des frontières de sa matrice identitaire. En d'autres termes, pour moi, le projet réformateur doit englober le projet libéral, il ne peut pas s'y réduire.

Le deuxième volet concerne un certain nombre de préoccupations politiques qui me tiennent à cœur et qui sont, à mes yeux, essentielles pour notre avenir. Je veux citer notamment : la désaffection citoyenne à l'égard de notre système démocratique ; le rythme trop lent du redressement économique de la Wallonie ; l'incertitude quant à

l'avenir de notre pays ; le niveau préoccupant du chômage des jeunes et les piètres performances de notre système éducatif ; le vieillissement de la population et son impact sur l'avenir de la sécurité sociale ; les pressions migratoires et les ratés de l'intégration.

Toutes ces questions qui méritent d'être traitées au fond, avec rigueur et lucidité, sont abordées dans les textes, mais souvent trop schématiquement, vu les contraintes éditoriales de l'Echo du Citoyen.

C'est pourquoi, je ne veux pas en rester là. J'ai, sur plusieurs de ces questions, des idées précises que je souhaite faire connaître et soumettre à débat.

Les Editions du Rhino seront donc, dans le futur, sollicitées pour d'autres charges franches.

Gérard Deprez

TABLE DES MATIERES

Préface	5
1. A propos de David et Goliath	7
2. C'est l'heure du MCC!	11
3. Premier Anniversaire	14
4. Pour une révolution politique	17
5. Un choix important	21
6. Libres propos	24
7. Prière à Saint Polycarpe	27
8. Nous sommes tous Américains	30
9. Un long fleuve tranquille... ..	33
10. Le sens du Mouvement	36
11. Aux urnes citoyens!	39
12. Droits et devoirs des citoyens	42
13. Un grand cru	45
14. « Nous, peuple d'Europe... »	48
15. Du pain sur la planche	51
16. Ferveur et ambition	54
17. Carnage a Madrid	57
18. Bravo, François!	60
19. Turquie: l'Europe n'est pas prête	63
20. J'avais deux ans en 1945	69
21. Sur un air de Jean Ferrat... ..	72
22. Réflexion sur le NON	76
23. MCC plus que jamais	78

24. La force d'une société réside dans la générosité du plus grand nombre de citoyens	81
25. Pénurie de berceaux!	85
26. Cartons rouges	88
27. Il est permis de rêver... ..	91
28. Du respect, s.v.p.!	93
29. Votez bien. Votez MCC	96
30. Historique!	99
31. C'est quand qu'on va où?	102
32. Que faire maintenant?	105
33. Faire part de...?	108
34. Perplexité, « Moureausité »	111
35. Rendez-vous dans dix ans!	114
36. Retrouver l'appétit de l'avenir	117
37. 2009: sous le vent... ..	120
38. Bête et méchant	123
39. Rêves de changement... ..	126
40. Motion adoptée par le Parlement des animateurs du MCC le 12 septembre 2009 ...	129
41. A tort ou à raison	133
42. Les yeux grands ouverts	137
43. La force de la loi	140
Postface	145

Editeur responsable: Gérard Deprez
Illustration de couverture: Moulay Guissé
Production et impression: Zelium

Cela fait dix ans maintenant que le MCC édite, quatre fois par an, un journal à l'intention de ses adhérents. « L'Echo du Citoyen » – c'est son nom – tient une place tout-à-fait particulière dans mon activité politique car j'ai été amené à rédiger un éditorial ou un billet dans la quasi-totalité des numéros parus.

Mis ensemble, dans l'ordre chronologique de leur parution, ces textes deviennent ainsi une sorte de chronique des événements de la décennie 2000-2010, tels que je les ai vus, vécus, analysés depuis la création du MCC.

Ils n'ont, en réalité, qu'un seul fil conducteur : ils sont le reflet des préoccupations qui sont les miennes, des engagements qui m'habitent. Parfois le ton est assez raide et la charge franche. Ardennais de souche, je suis davantage porté sur le salé que sur le sucré.



Ministre d'Etat, Gérard Deprez fonde le MCC en 1998, après avoir présidé le PSC pendant près de 15 ans. Son objectif: renforcer le MR en vue de contester l'hégémonie du PS en Belgique francophone.

Député européen pendant 25 ans, Gérard Deprez est aujourd'hui Président du MCC et Délégué général du Parti Démocrate Européen.